

Conditions Générales d'Abonnement des offres Surf et Surf Clé 3G+

Les présentes Conditions Générales d'Abonnement s'appliquent aux offres « Surf » et « Surf Clé 3G+ ».

Pour bénéficier de l'une des offres, objets des présentes, le Client doit se situer sur une zone géographique dans laquelle l'offre choisie est disponible. Ces zones étant évolutives le Client peut se renseigner sur l'éligibilité de sa ligne au service avant souscription des présentes, soit en se connectant sur le site Orange.fr rubrique Internet soit en se rapprochant des services de France Télécom.

Les Conditions particulières ainsi que les fiches tarifaires remises aux clients font partie intégrante des présentes conditions. Le Client atteste du pouvoir, de l'autorité et de la capacité nécessaires à la conclusion et à l'exécution des obligations prévues aux présentes.

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

Dans les présentes Conditions Générales d'Abonnement, les termes suivants ont, sauf précision contraire, le sens qui leur est donné dans cet article.

- *Abonnement Internet inclus*: Accès au réseau de France Télécom utilisant uniquement les ressources de fréquences « hautes » de la ligne support sur la boucle locale de France Télécom, permettant de bénéficier des différents services des offres « Surf » et « Surf Clé 3G+ ».
- *ADSL*: Asymmetric Digital Subscriber Line (ligne d'abonné numérique asymétrique) technologie qui permet de transmettre des signaux numériques haut débit sur le réseau d'accès téléphonique existant. Elle permet d'avoir un haut débit en direction de l'abonné et une voie de retour de plus faible débit vers le réseau.
- *Avantage - 26 ans*: réduction de 10 % sur l'abonnement mensuel haut débit, accordé pour une durée de 12 mois et renouvelable sur demande, jusqu'aux 25 ans révolus du Client.
- *Client*: personne physique, domiciliée en France métropolitaine dans les Zones de couverture à l'adresse d'installation fournie par cette dernière souscrivant à une offre « Surf » ou « Surf Clé 3G+ » pour ses besoins propres dans le cadre d'un usage strictement personnel et privé.
- *Contrat*: désigne les présentes Conditions générales d'abonnement, les Conditions spécifiques propres au Service, et le formulaire de souscription du Service, ainsi que tout document commercial auquel il sera donné valeur contractuelle. Le Client reconnaît avoir reçu ces documents lors de sa souscription, laquelle est matérialisée par la signature des Conditions particulières par le Client.
- *Conditions particulières*: document formalisant la souscription du Client à une des Offres « Surf » ou « Surf Clé 3G+ » proposées par France Télécom.
- *Équipement*: matériel spécifique et compatible avec le réseau et le Service de France Télécom, indispensable à l'utilisation de tout ou partie du Service tel que la Livebox.
- *France Télécom*: société qui fournit le Service.
- *Identifiant*: terme qui désigne d'une manière générale tout code confidentiel ou mot de passe, permettant au Client de s'identifier et de se connecter au Service. Les Identifiants comprennent notamment l'identifiant de connexion, le mot de passe de connexion, l'adresse de messagerie, le mot de passe de messagerie.
- *Internet*: réseau de plusieurs serveurs reliés entre eux et dont la localisation se situe en divers lieux géographiques à travers le monde.
- *IP*: (Internet Protocol) Protocole Internet permettant la communication dans un environnement hétérogène.
- *Livebox*: passerelle multi-services permettant d'accéder au Service de France Télécom.
- *Offre « Surf »*: Offre composée d'un forfait Internet, d'un service de téléphonie sur PC, du service TV d'Orange sur PC sous réserve d'éligibilité et d'activation par le Client et d'une solution de Ticket Vidéo. Le débit technique est établi selon éligibilité de la ligne téléphonique au moment de la souscription du Client.
- *Offre « Surf Clé 3G+ »*: Offre composée d'un forfait Internet, d'un service de téléphonie sur PC, du service TV d'Orange sur PC sous réserve d'éligibilité et d'activation par le Client, d'une solution de Ticket Vidéo, ainsi que de l'un des forfaits Clé 3G+ définis aux présentes. Le débit technique est établi selon éligibilité de la ligne téléphonique au moment de la souscription du Client.
- *Paiement à l'acte Internet Orange*: nom du service mis à disposition par France Télécom au Client permettant de payer au coup par coup des produits et/ou services Internet Orange, facturés sur la facture Internet Orange en dehors du forfait d'abonnement mensuel.



- *Service* : l'ensemble des services fournis par France Télécom dans les Offres « Surf » et « Surf Clé 3G+ » à savoir le Service d'accès à Internet, le Service « le Téléphone sur PC » et le service TV d'Orange sur PC sous réserve d'éligibilité et d'activation par le Client.
- *Service d'accès à Internet* : service, basé sur les technologies ADSL, fourni par France Télécom et permettant au Client via l'établissement de la connexion et l'attribution d'une adresse IP et d'adresses de DNS, de se raccorder au réseau Internet au débit technique IP auquel sa ligne téléphonique est éligible au moment de la souscription par le Client lors de la souscription, de communiquer par un système de messagerie électronique, de disposer d'un espace de stockage pour ses pages personnelles hébergées par France Télécom et de services accessoires.
- *Service « Téléphone sur PC » ou Logiciel* : Service permettant au Client, à partir du logiciel installé sur son ordinateur, et uniquement depuis l'accès ADSL faisant l'objet du présent contrat d'utiliser la ligne téléphonique par Internet, associée à son offre « Surf » ou « Surf Clé 3G+ », pour établir une communication voix, directement à partir de son ordinateur. Ce Service donne la possibilité :
 - de se raccorder au réseau de téléphonie sur IP depuis son ordinateur ;
 - d'émettre et de recevoir des appels téléphoniques, depuis l'ensemble des opérateurs avec lesquels France Télécom a un accord d'interconnexion, et vers l'ensemble des destinations ouvertes dans l'offre sous réserve de disposer d'un casque pour ordinateur ;
 - de se voir attribuer un numéro de téléphone géographique ou non géographique (de type 09) au moment de la souscription.
- *Site Orange* : serveur Internet accueillant le Client lors de sa connexion au Service d'accès à Internet à l'adresse suivante : www.orange.fr.
- *Vidéo à la Demande (VoD)* : mode de consommation permettant sur requête individuelle, moyennant un paiement unitaire ou forfaitaire, d'avoir accès à un contenu audiovisuel au choix du Client dans un catalogue proposé par France Télécom, au moment souhaité par lui sur l'écran de son téléviseur pour une période déterminée et à titre non définitif.
- *Service TV d'Orange sur PC* : service de Télévision accessible, sous réserve d'éligibilité, depuis l'ordinateur et à partir du Portail orange.fr permettant d'accéder à la Web TV d'Orange, au service de TV à la demande pour voir et revoir une sélection de programmes de France Télévisions, et au service de Vidéo à la Demande.
- *Zones de couverture* : zones géographiques en France métropolitaine au sein desquelles les services, objet des présentes, sont disponibles.

ARTICLE 2. OBJET

Les présentes Conditions Générales d'Abonnement ont pour objet de définir les modalités dans lesquelles France Télécom met à la disposition du Client, domicilié en France métropolitaine dans les Zones de couverture, pour ses besoins propres dans le cadre d'un usage strictement personnel et privé, le Service, à l'adresse d'installation indiquée lors de la souscription.

Les présentes Conditions Générales d'Abonnement ont également pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Client accède et utilise le Service.

ARTICLE 3. SOUSCRIPTION AU SERVICE

3.1 La souscription au Service s'effectue en remplissant et en remettant à France Télécom l'ensemble des documents précisés dans les présentes Conditions générales d'abonnement, dans le délai précisé dans ces mêmes Conditions.

3.2 S'il apparaît que le Client est débiteur de France Télécom au titre d'autres contrats d'abonnement Internet, et en l'absence de contestation sérieuse de la créance, France Télécom se réserve la possibilité de suspendre le présent contrat dès la découverte de cette dette. Si le non-paiement persiste, le Contrat sera résilié après mise en demeure n'ayant pas eu de suite à l'issue d'un délai de 8 jours.

3.3 Le Client est invité à conserver un exemplaire de l'ensemble des documents qui constituent le Contrat.

3.4 Le Client ayant souscrit à distance a la faculté d'exercer son droit de rétractation dans un délai de 7 jours francs à compter de l'acceptation de l'offre. Lorsque ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Les frais de retour des éventuels équipements sont à la charge du Client. Conformément à l'article L121-20-2 du Code de la Consommation, le Client qui accepte d'utiliser le(s) Service(s) via son abonnement avant la fin du délai de sept jours francs renonce expressément à bénéficier de son droit de rétractation.

ARTICLE 4. DÉPÔT DE GARANTIE

À la conclusion du Contrat, France Télécom peut demander au Client de lui remettre un dépôt de garantie dans des conditions strictes visées aux présentes Conditions Générales d'Abonnement. Si le dépôt de garantie demandé n'est pas effectué à la date de la demande de France Télécom, le Contrat prend fin à cette même date, sans que le Client ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation du fait de la fin du Contrat.

La somme déposée ne porte aucun intérêt avant la date de restitution prévue. Le remboursement s'effectue par virement ou, à défaut, par chèque si France Télécom ne possède pas les coordonnées bancaires du Client, au plus tard dans un délai de dix (10) jours à compter de la restitution de l'objet à France Télécom et/ou la disparition de la cause ayant justifiée le dépôt de garantie.

Le dépôt de garantie peut être demandé dans les situations suivantes :

- le Client est sans chèque et/ou relevé d'identité bancaire ou postale à son nom, ou lorsque l'établissement financier n'est pas domicilié en France ;
- le Client n'a pas souscrit préalablement d'autre contrat d'abonnement auprès de France Télécom ;

- le Client ne souscrit pas d'autorisation de prélèvement automatique au profit de France Télécom.
Dans ces 2 derniers cas, le dépôt de garantie sera restitué au Client de manière anticipée sur demande du Client si pendant 12 mois il n'a pas eu d'incident de paiement.

ARTICLE 5. ACCÈS AU SERVICE

5.1 Le Service est accessible à partir d'une ligne téléphonique analogique, isolée, compatible techniquement et répondant aux caractéristiques des technologies ADSL utilisées par France Télécom et nécessite un Équipement spécifique compatible avec les différents services Internet, Service « le Téléphone sur PC ». La fourniture de l'Offre telle que définie aux présentes dépend de la zone géographique dans laquelle se situe le Client et de l'éligibilité technique de sa ligne.

Tout changement de forfait nécessite de se situer sur la Zone de couverture adéquate. Le Client est invité à se renseigner en points de vente ou sur le Site www.orange.fr.

Dans le cas où la ligne n'est pas physiquement présente dans le local du Client, la construction du support sera réalisée par France Télécom après paiement de frais de construction dont le Client peut prendre connaissance à tout moment dans le catalogue des prix France Télécom.

Si préalablement à la souscription des présentes, le Client est titulaire d'un abonnement au service téléphonique commuté de France Télécom sur la ligne téléphonique qui va supporter le Service, la souscription aux présentes entraînera la résiliation dudit abonnement ainsi que de l'ensemble des services qu'il a pu souscrire sur cette ligne.

À cet effet, le Client donne par un document nommé mandat par les présentes à France Télécom, pour agir en son nom et pour son compte, pour résilier l'abonnement au service téléphonique commuté et les éventuels services souscrits auprès de France Télécom.

Le Client fait son affaire des éventuels services qu'il a pu souscrire auprès d'autres opérateurs ainsi que de conséquences contractuelles de la résiliation.

Par ailleurs, pour pouvoir bénéficier du Service, le Client doit :

- disposer du libre usage d'un micro-ordinateur configuré et paramétré pour pouvoir accéder au Service, selon les spécifications détaillées à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1286.php> ou fournies en points de vente ;
- disposer des Équipements nécessaires pour la fourniture du Service.

France Télécom fournira au Client des éléments personnels d'identification lui permettant d'accéder au Service (Identifiant) à savoir notamment identifiant de connexion, mot de passe de connexion, identifiant de messagerie, adresse de messagerie, mot de passe de messagerie.

Pour la fourniture du Service « le Téléphone sur PC », France Télécom fournira au Client un numéro de téléphone géographique ou non géographique.

France Télécom s'engage à mettre à disposition le Service dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter du jour de l'enregistrement de la souscription du Client.

Le dépassement du délai mentionné ci-dessus ouvre droit au Client à une indemnité forfaitaire d'un montant égal au prorata de la mensualité due pour le Service entre la date de mise en service maximale et la date de mise en service effective. Cette indemnité n'est pas due dans les cas où le retard n'est pas imputable à France Télécom en raison de la survenance d'une cause étrangère ou du fait du client.

Pour la souscription à distance de service, en cas de dépassement de la date limite de mise en service de l'accès au réseau excédant sept (7) jours et non dû à un cas de force majeure, le Client peut dénoncer de plein droit le contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ce contrat est, le cas échéant, considéré comme rompu à la réception, par France Télécom, de la lettre par laquelle le Client l'informe de sa décision, si la mise en service de l'accès au réseau n'a pas été exécutée entre l'envoi et la réception de cette lettre.

Lorsque cette faculté de rétractation du contrat est exercée, France Télécom rembourse le Client de la totalité des sommes versées au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle ce droit a été exercé. Au-delà, la somme due est, de plein droit, productive d'intérêts au taux légal en vigueur.

France Télécom effectue ce remboursement par virement ou à défaut par chèque si France Télécom ne possède pas les coordonnées bancaires du Client.

La mise en service entraînera la résiliation de l'abonnement au service téléphonique commuté sur la ligne téléphonique qui va supporter le Service ainsi que les éventuels services que le Client a pu souscrire sur ladite ligne dans les conditions décrites ci-dessus.

La mise en service de l'accès à Internet consiste en :

- La vérification préalable de l'éligibilité technique de la ligne du Client à l'Offre souscrite ;
- La connexion effective de la ligne du Client au réseau ;
- Et le cas échéant, la mise à disposition du Client du matériel nécessaire.

L'initialisation intervient à l'initiative du Client et suppose que ce dernier, dès la mise en service effective, ait procédé à l'initialisation du Service d'Accès à Internet en raccordant les Équipements en bon état de marche dont il dispose selon le processus détaillé dans les guides d'installation et d'utilisation des services correspondants. Le Client s'engage à procéder à l'initialisation du Service d'Accès à Internet dès la mise en service par France Télécom.

En cas d'indisponibilité du Service d'Accès à Internet, le Client devra en aviser France Télécom dans un délai d'une (1) semaine. Dès lors, les deux parties s'efforceront d'identifier la cause de l'échec et de remédier à la situation. Si à l'issue d'un délai de quatre (4) semaines, le Client ne peut toujours pas accéder à Internet malgré ses diligences et celles de France Télécom, il est fondé à résilier le présent contrat en contactant son service clients pendant les quatre (4) semaines qui suivent. Dans cette hypothèse, le Client s'engage à restituer le cas échéant les équipements mis à disposition par France Télécom dans les conditions prévues à l'article 8.4.

Il est expressément convenu que le « Téléphone sur PC » sera activé à la discrétion du Client, après initialisation de l'accès à Internet, et sous les réserves décrites ci-après.

5.2 Déménagement

Il est expressément convenu que le déménagement est entendu comme étant le changement d'un accès d'une résidence principale à une résidence principale, voire l'accès d'une résidence secondaire vers une résidence secondaire, mais en aucun cas un déménagement temporaire, d'une résidence principale vers une résidence secondaire.

En cas de déménagement, le Client a la possibilité de solliciter le transfert de son accès internet, sous réserve de déménagement dans une zone de couverture éligible aux services détenus par le client, et de poursuite par France Télécom de la commercialisation des offres dont le client est titulaire à la date du déménagement. Ainsi, seules les offres encore commercialisées à la date du déménagement seront transférées à la nouvelle adresse.

Dans un tel cas, le contrat se poursuit avec la durée restante du contrat initialement souscrit.

En cas de déménagement du client dans une zone de couverture éligible aux services concernés et du constat, à la date du déménagement, de la suppression de la commercialisation des offres encore détenues par le client, lesdites offres ne pourront être transférées à la nouvelle adresse d'installation du client et le contrat initial sera résilié.

Pour bénéficier du Service à sa nouvelle adresse, le client devra alors conclure un nouveau contrat assorti d'une nouvelle période minimale d'engagement de 12 mois.

En cas de déménagement du client dans une zone de couverture non éligible aux services concernés, le contrat initial sera résilié et le Client pourra le cas échéant souscrire à une nouvelle offre adaptée.

ARTICLE 6. DESCRIPTION DU SERVICE

Le Service d'accès à Internet comprend l'accès au réseau Internet via la technologie ADSL au débit technique auquel la ligne support du Client est éligible au moment de sa souscription compte tenu des caractéristiques techniques de sa ligne, un service de « Courrier électronique », un service « Pages Personnelles » ainsi que l'accès à des « Services Divers ». Le Service permet également un accès à la « TV d'Orange sur PC » et au « Téléphone sur PC ».

La souscription à une Offre « Surf » ou « Surf Clé 3G+ » entraîne l'activation du Service d'accès à Internet.

6.1 Service d'accès à Internet

Le Service d'accès à Internet comprend l'accès au réseau Internet via la technologie ADSL au débit IP indiqué aux présentes en fonction de l'offre souscrite par le Client, un Service de « Courrier électronique », un service « Pages Personnelles », un service « TV d'Orange sur PC » ainsi que l'accès à des « Services Divers ».

Le Client prend note que l'objet des présentes est de mettre à disposition de ce dernier un accès au réseau Internet soumis à des règles d'usages décrites plus précisément ci-après.

Le réseau Internet consiste en un réseau de serveurs hétérogènes gérés par différents acteurs tiers, sur lequel France Télécom ne dispose d'aucune maîtrise.

En effet :

- France Télécom ne peut exercer de contrôle sur les données qui pourraient transiter par son centre serveur et sur le contenu qu'elle héberge à la demande du Client ;
- France Télécom, en tant qu'hébergeur, pourra être amenée à suspendre et, le cas échéant, à supprimer la mise en ligne d'un contenu manifestement illicite ;
- Le temps de réponse et les performances techniques pour consulter, interroger ou transférer des informations dépend des différents serveurs composant le réseau qui ne relèvent pas de la responsabilité de France Télécom ;
- Le partage de l'accès Internet, dans le cadre de la technologie Wi-Fi peut générer d'éventuels désagréments comme une baisse de débit et des problèmes de sécurité des données.

Par ailleurs France Télécom alerte le Client sur les précautions à prendre en tant qu'utilisateur :

- les données circulant sur Internet peuvent être réglementées en termes d'usage ou être protégées par un droit de propriété et ne sont pas protégées, notamment contre des détournements éventuels. Ainsi, le Client doit prendre toute précaution pour d'une part protéger ses droits le cas échéant et d'autre part ne pas contrevenir aux droits de tiers ou à la loi puisque dans l'hypothèse contraire, le Client verrait sa responsabilité engagée ;
- France Télécom invite fortement le Client à prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et ou logiciels de la contamination par des éventuels virus circulant sur le réseau Internet et/ou d'éventuelles intrusions ;
- France Télécom met en garde les personnes titulaires de l'autorité parentale sur la diversité et la nature des contenus disponibles sur le réseau Internet, lesquelles peuvent être susceptibles de porter préjudice aux mineurs. Des outils sont mis à disposition des Clients par France Télécom afin de restreindre l'accès à certains services et contenus ou de les sélectionner selon des conditions d'utilisation disponibles à l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/755.php>.

Par ailleurs, France Télécom recommande au Client l'installation de logiciels permettant de lutter au mieux contre d'éventuels piratages de ses équipements. Enfin, France Télécom met à disposition du Client des informations aidant ce dernier à prendre d'autres mesures afin de se protéger à l'adresse suivante : http://assistance.orange.fr/home_securite.php.

La communauté des utilisateurs d'Internet a développé un code de bonne conduite, également appelé Netiquette et consultable sur <http://www.afa-france.com/netiquette.html>. La violation des extraits peut avoir pour effet d'exclure le contrevenant de l'accès au Service.

6.1.1 Courrier électronique

France Télécom s'engage à mettre à disposition du Client :

- une infrastructure de messagerie électronique ;
- un service d'authentification permettant l'accès à la ou les boîtes aux lettres du Client.

France Télécom attribue à chaque Client la possibilité de pouvoir disposer de plusieurs boîtes aux lettres, selon l'offre commerciale en vigueur.

Les boîtes aux lettres attribuées sont à usage exclusif du Client dans un cadre familial.

Le Client reste en tout état de cause seul responsable à l'égard de France Télécom de ses propres boîtes aux lettres. Elles ne peuvent en aucun cas être louées ou cédées à titre gratuit ou payant.

La boîte aux lettres électronique créée lors de la souscription de l'abonnement au Service constitue l'adresse de messagerie électronique principale du Client.

Les parties conviennent que France Télécom envoie sur cette adresse électronique principale toutes les informations relatives à l'utilisation de son Service (exemples: informations relatives à la propagation d'un nouveau virus sur le réseau Internet, délivrance de la facture au format électronique,...). Par conséquent, le Client s'engage à consulter régulièrement cette boîte aux lettres afin de prendre connaissance des messages adressés par France Télécom.

Le détail de l'ensemble des fonctionnalités liées aux boîtes aux lettres électroniques est disponible à tout moment à l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/28.php> ou fourni en points de vente.

L'accès au service des boîtes aux lettres électroniques est soumis à des Conditions Générales d'Utilisation de la messagerie Internet Orange disponibles sur le service de messagerie Orange et que le client accepte. La violation desdites Conditions Générales d'Utilisation peut avoir pour effet d'exclure le contrevenant de l'accès au Service, France Télécom ne pourra en aucun cas être tenue responsable de ce fait.

L'adresse de messagerie attribuée par France Télécom ainsi que le mot de passe associé pour chaque boîte aux lettres électronique créée (boîte aux lettres principale et boîte aux lettres secondaire) constituent le « Compte Utilisateur » du Client.

6.1.2 Pages Personnelles

France Télécom s'engage à mettre en œuvre les ressources nécessaires pour fournir un accès :

- au service d'authentification qui filtre les connexions pour les seules personnes habilitées ;
- à ses Pages Personnelles en consultation et en modification.

Le Client reconnaît que l'accès à ce service est soumis à des Conditions Générales d'Utilisation disponibles en ligne sur le www.orange.fr à l'adresse suivante: <http://assistance.orange.fr/75.php> soumises au Client à la création de ses pages personnelles. Elles sont également disponibles ou fournies en points de vente accessibles avant l'utilisation dudit service.

6.1.3 Service "TV d'Orange sur PC"

La TV d'Orange sur PC est un service de Télévision accessible, sous réserve d'éligibilité, depuis l'ordinateur et à partir du Portail orange.fr, permettant d'accéder à la Web TV d'Orange, au service de TV à la demande pour voir et revoir une sélection de programmes de France Télévisions, et au service de Vidéo à la Demande. Le Client peut consulter à tout moment le mode d'emploi et la liste des chaînes sur www.orange.fr > Internet > TV/vidéo.

La configuration technique requise afin d'accéder à l'ensemble des services de la TV sur PC est la suivante :

- a) Web tv (live): accessible sur ordinateur avec Windows XP, Vista, Internet Explorer 8 et Firefox,
- b) 24/24 TV (tv à la demande) : accessible sur PC avec windows XP, Vista et Internet Explorer 8,
- c) 24/24 vidéo (vidéo à la demande) : accessible sur PC avec windows XP, Vista et Internet Explorer 8 avec nécessité de télécharger l'Orange Media Player (en téléchargement gratuit sur le site www.2424video.orange.fr).

6.1.4 Services Divers

D'autres services sont mis à disposition du Client, (minitel depuis son micro-ordinateur, paiement à l'acte) soumis à des conditions tarifaires particulières disponibles à tout moment précisée à l'adresse suivante: <http://assistance.orange.fr/75.php>.

L'utilisation de chacun des services est régie par des conditions générales d'utilisation propres audit service disponibles à l'adresse suivante: <http://assistance.orange.fr/75.php> ou fournies en points de vente.

6.2 Service « le Téléphone sur PC »

6.2.1 Description

Le Service « le Téléphone sur PC » est inclus dans les Offres « Surf » et « Surf Clé 3G+ ».

Il permet à l'Utilisateur, disposant d'un ordinateur compatible sur lequel il a installé le Logiciel de « Téléphone sur PC », et d'un casque micro compatible et uniquement depuis l'accès ADSL faisant l'objet du présent contrat de :

- recevoir des appels sur un numéro à dix (10) chiffres ;
- d'émettre des appels en illimité depuis le numéro attribué vers tous les téléphones fixes de France métropolitaine et vers les numéros IP de France métropolitaine compatibles.

Le Client pourra utiliser concomitamment ce Service avec son accès Internet haut débit.

6.2.2 Conditions d'utilisation du Service "Téléphone sur PC"

Pour pouvoir utiliser ce Service, le Client devra télécharger préalablement le logiciel « Téléphone sur PC » à l'adresse suivante: <http://assistance.orange.fr/3543.php>, depuis son accès Internet haut débit du domicile, selon la procédure en vigueur. Dans le cadre de l'installation du Logiciel, l'adresse mail du compte utilisateur principal doit obligatoirement être une adresse en @orange.fr, @wanadoo.fr. L'ensemble des éléments permettant au Client de s'identifier et de se connecter au « Téléphone sur PC » sont personnels et confidentiels. Le Client, pour pouvoir utiliser ce Service, doit télécharger le logiciel Téléphone sur PC (ci-après dénommé « le Logiciel »), qui lui est proposé gratuitement (hors coût de connexion à Internet pendant la durée du téléchargement). L'installation et l'utilisation du « Téléphone sur PC » ne peut être faite que depuis l'accès Internet haut débit du domicile du Client; elle n'est pas possible depuis une autre connexion, ni à partir d'une connexion à Internet sur réseau mobile, ni à partir d'une clé 3G+.

Pour pouvoir bénéficier de cette technologie, le Client doit posséder un ordinateur présentant les caractéristiques minimales suivantes :

- Ordinateur de type PC
- Processeur Pentium 233 Mhz (500 Mhz recommandé) ;
- Système d'exploitation Microsoft Windows XP ou Vista ou Windows 7 ;
- Mémoire: 128 MB RAM minimum (256 Mo RAM recommandé) ;
- Disque dur: au minimum 50 MB pour l'installation ;
- Affichage résolution d'écran: minimum 800 x 600 pixels.

Avant toute installation du Logiciel sur son micro-ordinateur, le Client s'engage à en vérifier la compatibilité avec ses logiciels applicatifs et son installation informatique. L'utilisation du "Téléphone sur PC" n'est techniquement possible qu'avec l'utilisation de la Livebox ou d'un modem compatible. Le Client est responsable de l'installation du « Téléphone sur PC » selon les spécifications prévues aux présentes conditions. Le Client s'engage à utiliser le Service conformément aux présentes conditions.

Le Client est informé qu'il est déconseillé d'installer « Téléphone sur PC » sur plusieurs ordinateurs. Il ne sera pas possible de passer des communications simultanées depuis plusieurs ordinateurs où serait installé « Téléphone sur PC ».

6.2.3 Émission d'appels téléphoniques depuis le PC

6.2.3.1 Une fois le logiciel téléchargé des appels téléphoniques pourront en principe être émis directement à partir du PC, dans les conditions énoncées aux présentes.

Le Service "Téléphone sur PC" permet l'émission d'appels exclusivement depuis la France Métropolitaine :

- vers des téléphones Fixes et Mobiles de France métropolitaine, vers les DOM et à l'international,
- vers les numéros d'urgence: 115, 116 000 et 119.

Le Client peut modifier ses coordonnées de localisation, à savoir l'adresse postale du lieu d'émission de ses appels téléphoniques depuis son ordinateur, depuis la rubrique mon compte du Site www.orange.fr. Par défaut l'adresse d'émission enregistrée correspond à l'adresse postale déclarée par le Client lors de la souscription à son offre « Surf » ou « Surf Clé 3G+ ». Cette adresse de localisation est utilisée par France Télécom au titre des services d'urgence en cas d'appel vers ces services pour acheminer votre appel vers le centre de traitement adéquat.

Le Service ne permet pas les appels téléphoniques vers :

- tous les numéros spéciaux à tarification spéciale dont les numéros courts ;
- tous les autres numéros d'urgence différents du 115, 116 000 et 119.

La liste des numéros d'urgences, courts et spéciaux compatibles est disponible à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1029.php>.

Le Client reconnaît et accepte ces limitations d'appels.

En outre, toute connexion au Service « Le Téléphone sur PC » sera interrompue lors de la coupure de la connexion ADSL. Il est rappelé au Client que sa connexion pourra être interrompue au bout de quarante-huit (48) heures. Si le Client utilise toujours son Service « Le Téléphone sur PC » sur la même communication, le Client sera informé à deux reprises par un signal sonore quelques minutes avant la coupure de la session du Service qui peut intervenir au bout de quarante-huit (48) heures. Pour pouvoir utiliser à nouveau le Service « Le Téléphone sur PC », le Client devra attendre que la connexion à ce service soit rétablie.

Les autres obligations, notamment celles relatives à la conformité du Logiciel et à ses spécifications contractuelles et sa documentation, ainsi qu'à son fonctionnement, sont prévues dans la licence définie par l'éditeur. La licence qui lie le Client directement à l'éditeur du Logiciel doit être préalablement acceptée par le Client avant toute utilisation dudit Logiciel.

Enfin, le Client disposera de services associés inclus dans le Service « Le Téléphone sur PC » qui ne sont que l'accessoire dudit Service : par défaut, lorsque le Client utilisera ledit Service, le numéro de téléphone attribué par France Télécom au titre du Service « Le Téléphone par PC » sera affiché. Le Client a la possibilité d'activer la fonction « Secret » à chaque appel en composant le préfixe 3651, ou la fonction « Secret d'appel permanent » depuis la rubrique mon compte du Site www.orange.fr.

6.2.3.2 Périmètre du Service

Le Service « Téléphone sur PC » inclut l'émission d'appels illimités vers les téléphones fixes de France métropolitaine, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Sont exclus de l'assiette illimitée du Service « Téléphone sur PC », et par conséquent facturées en sus de l'abonnement au Service aux tarifs disponibles à tout moment l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/1029.php> ou fournis en points de vente :

- les appels vers les numéros mobiles (GSM, UMTS,...),
- vers les DOM-TOM et les collectivités Territoriales (St Pierre et Miquelon et Mayotte),
- vers l'international,
- vers les services spéciaux nationaux et internationaux accessibles par une numérotation particulière ou faisant l'objet d'une tarification spécifique (services spéciaux, renseignements,...),
- certains numéros IP non compatibles dont la liste est disponible à tout moment à l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/1029.php> ou fournie en points de vente,
- les appels vers les numéros d'accès à Internet et certains numéros géographiques ou non géographiques dont l'usage est abusif.

Par ailleurs, le Client peut prendre connaissance à tout moment des numéros de téléphone accessibles via son Service « Téléphone sur PC » à l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/1029.php> ou fournis en points de vente.

6.2.3.3 Les communications non comprises dans le Service « Téléphone sur PC » sont facturées en sus des abonnements aux offres « Surf » et « Surf Clé 3G+ », aux tarifs disponibles à tout moment à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1167.php> ou fournis en points de vente.

Les communications non comprises et/ou au-delà du forfait seront reportées mensuellement sur la facture Orange Internet du Client, sous un libellé spécifique au Service ; elles seront également reportées sur le suivi conso accessible dans le Seficare du Site www.orange.fr, sans distinction des autres communications émises avec la ligne de téléphone du Service « Le téléphone par Internet ».

Les informations données dans le cadre du suivi de consommation sont fournies à titre indicatif.

6.2.4 Utilisation abusive du Service « Téléphone sur PC »

Constituent des cas d'utilisation abusifs du Service de « Téléphone sur PC » :

- l'utilisation du Service de Téléphone par Internet à des fins autres que personnelles et familiales (notamment aux fins d'en faire commerce ou par exemple, partager l'accès téléphonique avec des personnes extérieures au foyer, utilisation de l'Offre à caractère professionnel) ;

- l'utilisation du Service de Téléphone par Internet générant une consommation de communications supérieure à 24h par jour ;
- l'utilisation à titre gratuit ou onéreux du Service de Téléphone par Internet en tant que passerelle de ré-acheminement de communications ;
- l'utilisation ininterrompue du Service de Téléphone par Internet par le biais notamment d'une composition automatique et en continu de numéros sur la ligne ;
- l'utilisation du forfait sur des lignes groupées ou sur une ligne RNIS ;
- l'envoi en masse de messages, de façon automatisée ou non, et ce, quelle qu'en soit la finalité ;
- la cession ou la revente, totale ou partielle, du Service de « Téléphone sur PC » ;
- l'utilisation du Service de « Téléphone sur PC » vers des services accessibles depuis des serveurs vocaux ou Internet (tel que par exemple vers des services de jeux, de T'chat, de charme...) consultables par le biais d'un numéro géographique ou mobile et d'une façon plus générale l'utilisation du Service de « Téléphone sur PC » vers toute plateforme de service bénéficiant d'une rémunération directe ou indirecte du fait de la durée des appels passés par le Client ;
- les communications illimitées ne sont autorisées que dans la limite de 500 correspondants différents par mois.

6.2.5 Conservation du numéro en cas de changement d'offre ou de déménagement

Le maintien du numéro en cas de changement d'opérateur est décrit en annexe 1 .

Le Client dispose de la possibilité, lors de la souscription à l'Offre, de conserver son numéro de téléphone géographique uniquement dans le cas où l'adresse d'installation de l'Offre se situe dans la zone géographique (dite Zone de Numérotation Élémentaire) dans laquelle le numéro de téléphone a été attribué.

Pour les Clients qui ne disposaient pas d'un numéro géographique avant la souscription à la présente Offre, ces derniers se verront attribuer au moment de la souscription un numéro géographique.

La conservation du numéro dans ce cadre s'applique uniquement aux numéros géographiques en France métropolitaine.

La Zone de Numérotation Élémentaire est une zone dans laquelle sont implantés les numéros géographiques comportant le même ZABPQ.

Par conséquent, le Client doit communiquer à France Télécom ses coordonnées exactes et complètes relatives à l'adresse actuelle d'installation ainsi que le cas échéant (par exemple en cas de déménagement) celles relatives à sa nouvelle adresse. Cette communication conditionne la conservation du numéro par France Télécom.

En cas d'erreur, d'imprécision ou d'absence de justification de toute adresse de son installation, en vigueur ou nouvelle, de la part du Client, France Télécom ne sera pas en mesure de fournir le service de portabilité et ce sans que la responsabilité de France Télécom ne puisse être engagée.

Le Client peut prendre connaissance à tout moment des différentes règles relatives au service de portabilité sur le Site Internet www.orange.fr.

6.3 Annuaire

6.3.1 Numéro de téléphone

Lors de la souscription au Service de « Téléphone sur PC », le Client se voit attribuer un numéro de téléphone.

Ce numéro de téléphone dont le Client a l'usage ne peut-être ni cédé, ni protégé par un droit de propriété industrielle ou intellectuelle.

Le(s) numéro(s) de téléphone attribué(s) dans le cadre du Service de « Téléphone sur PC », n'est (sont) pas attribué(s) de manière définitive au Client, France Télécom pouvant, pour des raisons réglementaires, modifier ce dernier et cela sans que le Client puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

6.3.2 Inscription dans la base de données des abonnés au Service de Téléphone par Internet

Lors de la souscription au Service de « Téléphone sur PC », le Client est inscrit dans la base de données des abonnés de France Télécom. Cette base, sous réserve des droits exprimés par le Client en matière de protection de ses coordonnées, est mise à disposition des fournisseurs de renseignements téléphoniques et des éditeurs d'annuaires imprimés et électroniques qui en font la demande, et ce, à des fins de parution et de communication au public.

Le Client garantit France Télécom de l'exactitude de toutes les informations fournies en vue de son inscription dans la base de données des abonnés de France Télécom et reste seul responsable de ces informations.

Le client peut faire paraître sous sa responsabilité les coordonnées d'un autre utilisateur du numéro de téléphone attribué dans le cadre du Service sous réserve de l'accord de celui-ci.

6.3.3 Droits du Client au titre de l'annuaire Universel

Le Client a la possibilité de s'opposer à tout moment et gratuitement à ce que son numéro de téléphone ainsi que ses coordonnées soient publiées dans les annuaires et communiquées par les services de renseignements. Le Client peut également limiter à tout moment et gratuitement les critères de parution concernant ses coordonnées.

Ainsi, le Client peut s'opposer :

- à ce que l'adresse complète de son domicile figure sur les annuaires et services de renseignements sauf dans le cas d'une adresse professionnelle ;
- à ce qu'il soit fait référence à son sexe, sous réserve d'absence d'homonymie ;
- que ses données à caractère personnel soient utilisées dans des opérations de prospection directe par voie postale ou par voie de communications électroniques à l'exception d'opérations concernant la fourniture du Service et relevant de la relation contractuelle entre le Client et France Télécom ;
- ou encore à figurer dans des listes permettant la recherche inversée de son identité à partir de son numéro de téléphone.

Le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression de ses données. Le Client peut exercer ces droits auprès du Service Client à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1323.php>.

6.4 Solution de Ticket vidéo

Le Client dispose dans le cadre de son Offre « Surf » ou « Surf Clé 3G+ » d'un Ticket vidéo et d'une durée de validité limitée. Le Ticket vidéo permet de louer ou d'acheter, sur le service de vidéo à la demande d'Orange, des vidéos à visionner sur le PC du Client ou sur la TV d'Orange (sur PC uniquement pour les abonnés ADSL avec satellite).

La distribution d'un Ticket Vidéo s'effectuera par mail dans un délai d'un (1) mois à compter de la souscription à l'Offre.

6.5 Offre Surf Clé 3G+

Les Clients souscrivant à l'offre Surf Clé 3G+ bénéficient en plus de l'accès à Internet, de la TV d'Orange sur PC, du Service de Téléphone sur PC, du Service Clé 3G+, aux conditions visées au présent article.

6.5.1 Description

Dans le cadre de l'offre « Surf Clé 3G+ », le Client bénéficie d'un forfait Clé 3G+. Pour être en mesure d'utiliser ce forfait dans les conditions des présentes, le Client doit disposer d'un ordinateur portable compatible dont la configuration minimale est décrite à l'article 5 ci-avant, ainsi que d'un terminal mobile compatible et conçu pour recevoir la Carte SIM qui lui est remise.

Le Service Clé 3G+ permet d'effectuer des connexions DATA et des échanges de données sur les réseaux 3G, 3G+, EDGE/GPRS/GSM et Wi-Fi d'Orange France et sur les réseaux 3G, 3G+, EDGE/GPRS/GSM et Wi-Fi des opérateurs étrangers ayant passé un accord d'itinérance internationale avec Orange France. Les offres Clé 3G+ permettent d'accéder au Wi-Fi et ainsi de se connecter à l'Internet depuis les zones couvertes par le réseau Wi-Fi d'Orange et de ses partenaires.

Les connexions Internet dont bénéficie le Client, sont initiées prioritairement sur le réseau 3G+/3G. En cas d'indisponibilité du réseau 3G+/3G d'Orange France, pour quelque cause que ce soit, le Client en est informé et peut passer ses connexions Internet en mode EDGE ou GPRS selon la disponibilité du réseau d'Orange France.

Les connexions et les échanges de données ne sont pas disponibles en mode CSD. Tous les autres types de communications sont exclus du Service Clé 3G+. Ainsi ce Service ne comprend pas notamment la fourniture de boîtes aux lettres, ni l'hébergement de pages WEB.

L'accès au Service Clé 3G+ est possible depuis l'étranger après appel du service clients, depuis la métropole au 3900 ou depuis l'étranger au +33969393900 (coût des appels indiqués à l'article 20 ci-après).

Dans le cadre des offres « Surf Clé 3G+ » le client a le choix parmi deux forfaits, pour des coûts différents :

- le forfait Clé 3G+ 2H ajustables,
- le forfait Clé 3G+ bloqué.

Le tarif de l'offre « Surf Clé 3G+ » dépend du forfait Clé 3G+ choisi par le Client, à savoir le forfait Clé 3G+ 2H ajustables ou le forfait Clé 3G+ bloqué.

Le Client prend acte et accepte que le Service Clé 3G+ ne peut être utilisé aux fins de newsgroup (forums de discussions), de voix sur IP ou aux fins de pratiquer le Peer to peer (qu'il s'agisse d'échange de données, fichiers, logiciels ou de mise à disposition de ressources informatiques...), et par quelque moyen que ce soit. 12h maximum par session.

L'utilisation du service SMS n'est pas disponible sauf la réception de SMS envoyés par le Service clients Orange, pour les besoins de la fourniture du service.

Si le Client ne dispose pas préalablement à ces offres, d'une clé 3G+ compatible, il pourra en acquérir une au moment de la souscription à ces offres, moyennant le paiement d'un montant unitaire par clé (ci-après « la Clé »).

6.5.1.1 Le forfait Clé 3G+ 2 heures ajustables

Le forfait Clé 3G+ 2h ajustables disponible dans l'Offre « Surf Clé 3G+ », est un forfait 2 h (deux heures) ajustables.

Facture métropolitaine en 3G+ plafonnée à 55 € au-delà du forfait national. Orange pourra suspendre le service au-delà d'un trafic de 2 Go par mois.

Si le Client utilise le Service au-delà de ce forfait de deux heures, au cours d'une période de facturation, plusieurs situations se présentent, selon l'importance de ce dépassement :

- soit les minutes au-delà du forfait de 2 heures lui sont facturées au tarif en vigueur consultable sur orange.fr, en plus du montant de la redevance mensuelle due au titre de l'abonnement à l'Offre « Surf Clé 3G+ »,
- soit le forfait Clé 3G+ est automatiquement ajusté sur le palier 6 h (six heures) ou sur le palier 12 h (douze heures).

Les communications passées à partir du Service Clé 3G+ 2 heures ajustables, depuis l'étranger seront facturées en plus de l'abonnement mensuel à l'Offre soit, selon le choix du Client, au volume avec une tarification au Mo, soit au tarif d'un Pass Internet International. Le Client est invité à consulter les tarifs en vigueur sur orange.fr et auprès du service clients.

De ces deux solutions, France Télécom appliquera systématiquement la moins onéreuse pour le Client.

6.5.1.2 Le forfait Clé 3G+ bloqué

Le Forfait Clé 3G+ bloqué, disponible dans l'offre « Surf Clé 3G+ », est un forfait de données composé de deux « comptes prépayés » distincts, permettant de recevoir et/ou d'émettre des communications data, en mobilité :

- un compte principal contenant un volume de données de 200 Mo par mois dédié aux usages du Client en mobilité, utilisable 24h/24 et 7j/7. Si ce volume est épuisé au cours du mois, le Client ne pourra plus effectuer d'usages en mobilité en dehors des week-end et vacances si le compte week-end et vacances n'est pas épuisé.
- un compte week-end et vacances scolaires toutes zones contenant un volume de données de 200 Mo par mois, dédié aux usages en mobilité du Client durant le week-end du vendredi 20 heures au lundi 8 heures ou en période de vacances scolaires toutes zones. Quand ce volume de données est consommé, au cours du mois, les usages en mobilité effectués pendant le week-end ou les vacances scolaires seront décomptés du « compte principal » si lui-même n'est pas épuisé.
- Wi-Fi illimité sur hotspots Orange et partenaires en France métropolitaine.

Les communications passées à partir du forfait Clé 3G+ bloqué, depuis l'étranger seront décomptées du crédit 7J/7 24H/24 dans le cadre du forfait Clé 3G+ bloqué, au tarif en vigueur, facturées en plus de l'abonnement mensuel à l'Offre « Surf Clé 3G+ » soit, selon le choix du Client, au volume avec une tarification au Mo, soit au tarif d'un Pass Internet International. Le Client est invité à consulter les tarifs en vigueur sur orange.fr et auprès du service clients, concernant l'achat de recharges.

Quand le Client se retrouve dans l'impossibilité d'effectuer des usages en mobilité, il peut acheter des recharges qui permettront de recréditer son « compte principal » d'un certain volume de données, selon le montant de la recharge achetée. Le Client est invité à consulter les tarifs des recharges sur orange.fr et auprès du service clients.

L'achat des recharges pourra se faire en appelant un serveur vocal interactif (SVI), au 0 810 373 000 (prix d'une communication locale depuis une ligne fixe France Télécom). Le paiement se fera par carte bleue après s'être identifié avec le n° Clé 3G+ (06-xx-xx-xx-xx), transmis au Client par SMS sur le logiciel Clé 3G+. Les cartes de crédit autorisées sont de type carte bleue, visa, Eurocard MasterCard.

Il est précisé que le Client bénéficie d'un dispositif de transaction sécurisé pour le paiement par carte bancaire, lequel dispositif est conforme aux prescriptions légales.

Par mesure de sécurité, le montant total des achats des recharges est par ailleurs plafonné à 80 € TTC par mois. Ce plafond peut être augmenté en appelant le service clients.

6.5.2 Carte SIM

Dans le cadre de la fourniture du Service Clé 3G+, le Client se voit remettre par France Télécom une Carte SIM. La Carte SIM est matériellement et juridiquement indépendante du terminal mobile conçu pour l'accueillir.

Le Client ne devient en aucun cas propriétaire de la Carte SIM qui reste la propriété de France Télécom. En conséquence, le Client ne peut la céder, la louer, la détruire ou la dégrader de quelque manière que ce soit. De même, le Client s'interdit toute duplication.

À chaque carte SIM est attribué un code PIN. Celui-ci peut changer à tout moment. La composition de trois codes erronés successifs entraîne le blocage de la Carte SIM. Cette dernière peut être débloquée sur demande et aux frais du Client par la délivrance d'un code de déblocage (code PUK) qui devra être demandé au Service Clients.

Il appartient au Client d'assurer la confidentialité de son code. Le Client est seul responsable des conséquences que pourrait avoir la divulgation de ce code. En tout état de cause, le Client est responsable de l'utilisation et de la conservation en l'absence de toute faute commise par France Télécom ou d'une société à laquelle France Télécom fait appel pour fournir le Service Clé 3G+.

6.5.3. Équipements

6.5.3.1 Achat de la Clé pour la Carte SIM

Pour pouvoir utiliser le Service Clé 3G+, le Client doit disposer d'un terminal mobile compatible.

Le Client disposant d'un terminal mobile, peut utiliser celui-ci dès lors qu'il est compatible avec le Service Clé 3G+ fourni dans le cadre de l'Offre.

Si le Client ne possède pas de terminal mobile compatible avec le Service, il peut acquérir la Clé dans le cadre de sa souscription à l'Offre, auprès de France Télécom, au tarif en vigueur consultable sur orange.fr ou en point de vente.

6.5.3.2 Description du SAV Échange Express

France Télécom s'engage à effectuer un échange à l'adresse choisie par le Client, de la Clé défectueuse par un matériel identique (même marque, même modèle) ou de gamme équivalente en France métropolitaine exclusivement, et dans un délai de 48 h ouvrées, à compter du diagnostic effectué par le Service Clients Internet Orange.

La période de livraison est définie par demi-journée. Cet échange permet au Client de disposer d'une nouvelle Clé dans un coffret SAV Orange, contre la remise par le Client de la Clé défectueuse.

Le SAV échange express ne couvre que les pannes sur la Clé, à l'exclusion de celles relatives aux accessoires.

La Clé contenue dans les coffrets SAV Orange doit s'entendre d'un terminal d'occasion remis à neuf. Il est précisé que la garantie associée au SAV échange express prend fin de plein droit si le Client résilie son contrat d'abonnement à l'Offre au cours des 12 premiers mois d'abonnement, la garantie constructeur continuant alors à courir. Ce service est réservé aux Clés acquises auprès de France Télécom, au titre des présentes.

Le SAV échange express est une prestation gratuite si la Clé défectueuse est couverte par la garantie dans les conditions du présent article 6.5.3.2.

Si la Clé n'est pas couverte par la garantie, le SAV échange express est alors payant pour un montant forfaitaire qui sera indiqué au Client lors de l'échange. La Clé défectueuse remise par le Client fera l'objet d'une expertise technique par un organisme agréé par le constructeur.

Le résultat de cette expertise pourra conclure, après la réalisation effective de l'échange, à une panne non couverte par la garantie telle qu'elle est définie ci-dessous.

Conditions de la garantie

La Clé acquise auprès de France Télécom dans le cadre des présentes, est couverte par une garantie pièces et main-d'œuvre de 12 mois pour la Clé. Le délai de garantie commence à courir à compter de la date de la facture d'achat du coffret Clé 3G+ Orange.

La garantie porte également sur le coffret SAV Clé 3G+ remis au Client dans le cadre de la procédure d'échange express définie au présent article 6.5.3.2.

Si la Clé d'origine est couverte par la garantie, la garantie susvisée est reportée sur les éléments du coffret SAV pour la durée restant à courir, avec une durée minimale de trois mois.

Si la Clé d'origine n'est pas couverte par la garantie, les éléments du coffret SAV bénéficient alors d'une garantie pièces et main-d'œuvre d'une durée de trois mois à compter de la date de leur remise au Client.

La garantie ne couvre pas :

- les pannes déclarées au-delà du délai de garantie (tel que défini ci-dessus).
- les dommages dus à un accident, une mauvaise utilisation ou un mauvais entretien de la Clé (encrassement, oxydation, corrosion ou incrustation de rouille) ainsi que la non-observation des instructions figurant dans le mode d'emploi.
- les dommages survenant en cours d'installation ou de montage de la Clé.
- les dommages dont la cause est extérieure à la Clé : mauvaise installation par le Client, incendie, foudre, dégâts des eaux, etc. et plus généralement les dommages de toute nature dont l'origine serait postérieure à la vente (notamment : les rayures, écaillures, égratignures et globalement l'ensemble des dommages causés aux parties extérieures de l'appareil et dont l'endommagement ne nuit pas à son bon fonctionnement).

La garantie prend fin de plein droit si le Client modifie ou répare la Clé lui-même ou en dehors d'une réparation par un organisme agréé par le constructeur.

Les dispositions du présent article ne sont pas exclusives de l'application de la garantie des défauts de la chose vendue des articles 1641 et suivants du Code civil et de la garantie légale de conformité des articles L. 211-4, L. 211-5 et L. 211-12 du code de la consommation.

6.5.4. Incompatibilités des forfaits Clé 3G+

Le forfait Clé 3G+ bloqué est incompatible avec les Pass Internet Data, permettant l'achat de crédit pour effectuer des communications data depuis l'étranger.

Le forfait Clé 3G+ 2H ajustables est incompatible avec les recharges de crédit du forfait Clé 3G+ bloqué.

6.5.5 Résiliation

Si, au cours de sa période initiale d'abonnement de douze (12) mois prévue à l'article 11 ci-dessous, le Client résilie l'Offre à laquelle il est abonné au titre des présentes, pour souscrire une nouvelle offre Internet haut débit Orange avec engagement de 12 mois, ne comprenant pas de forfait Clé 3G+, le Client se verra appliquer des frais dans les conditions suivantes :

- si cette résiliation intervient entre le jour de la souscription à l'Offre objet des présentes, et le dernier jour du sixième mois d'abonnement : soixante Euros (60 €).
- si cette résiliation intervient entre le premier jour du septième mois et la fin de la période de douze mois : trente Euros (30 €).

Le Client peut mettre fin aux présentes pour motif légitime tel que :

- déménagement de la résidence principale du Client à l'extérieur d'une Zone de couverture et sous réserve que la demande de résiliation soit faite dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date du déménagement ;
- handicap physique incompatible avec l'utilisation du Service ;
- mise en détention dans un établissement pénitentiaire ;
- faillite personnelle, redressement judiciaire du Client ;
- surendettement du Client ;
- cas de force majeure au sens habituellement reconnu par la jurisprudence française.

Pour exercer cette faculté de résiliation, le Client devra faire parvenir à France Télécom sa demande de résiliation accompagnée des pièces justificatives.

En cas de déménagement au sein d'une Zone de couverture, France Télécom facturera au Client des frais de mise en service sur le Service.

Le déménagement du Client au sein de la Zone de couverture du Service est sans effet sur la période initiale d'abonnement, laquelle n'est pas prolongée automatiquement de ce fait.

ARTICLE 7. MAINTIEN DU NUMÉRO EN CAS DE CHANGEMENT D'OPÉRATEUR

Le Client dispose de la faculté, lors de la souscription à la présente offre, de conserver son numéro de téléphone en cas de changement d'opérateur. Les conditions de mise en œuvre de cette portabilité font l'objet de conditions spécifiques (figurant en annexe 1).

Le client demandant la portabilité d'un numéro fixe doit certifier en être titulaire.

Après avoir préalablement pris connaissance de l'ensemble des conditions contractuelles régissant la portabilité des numéros fixes, le client donne mandat à France Télécom pour effectuer l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de la demande de portabilité auprès de son opérateur.

Dans ce cadre, le client est informé par France Télécom des conditions d'éligibilité de sa demande, ainsi que des conséquences de sa demande.

Ainsi, le client est informé que sa demande de portabilité du numéro vaut demande de résiliation de son contrat auprès de son opérateur en ce qui concerne le numéro porté.

Le client est également informé que la résiliation de son contrat auprès de son opérateur prend effet le jour du portage effectif du numéro, sans préjudice des dispositions contractuelles relatives aux durées d'engagement. Le client reste tenu de toutes obligations éventuelles qui le lient à son opérateur, notamment de tout paiement y afférent éventuellement restant. Enfin, le client est informé que la portabilité n'emporte pas transfert des services dont il bénéficie au titre du contrat souscrit antérieurement auprès de son opérateur.

Le portage du numéro du Client intervient dans un délai qui ne peut être supérieur à dix (10) jours calendaires. Ce délai court à compter de l'obtention par France Télécom des éléments nécessaires au traitement de la demande d'abonnement et de la demande de portabilité d'une part, et du portage effectif du numéro, d'autre part. Ce délai de mise en œuvre de la portabilité est sans préjudice du délai d'établissement de l'accès au service de communications électroniques en l'absence de conservation de numéro.

ARTICLE 8. ÉQUIPEMENTS

La passerelle domestique Livebox se base notamment sur des logiciels publiés sous une licence dite libre ou open source, comme par exemple le noyau Linux, Busybox ou Iptables, tous les trois publiés selon les termes de la licence GNU General Public License (GNU GPL). Le client peut consulter la liste des logiciels concernés, leur licence et télécharger leur code source complet et correspondant sur le site web <http://www.Livebox-floss.com>. Pour chaque version d'un logiciel concerné, le client pourra accéder à l'ensemble de ces informations tant que cette version sera mise à disposition via la Livebox, puis pendant trois (3) ans après la date de déploiement d'une nouvelle version du logiciel ou du terme définitif de la mise à disposition de ladite version via la Livebox. Avant d'utiliser l'un de ces logiciels disponibles sur le site web <http://Livebox-floss.com>, le client devra préalablement prendre connaissance de la licence associée et en accepter les termes et conditions. En outre, le client reconnaît que ces logiciels ne font pas l'objet de garantie conformément aux termes de la licence qui leur est applicable.

8.1 Description

Pour pouvoir utiliser le Service, le Client devra disposer d'Équipements spécifiques et compatibles avec le Service et avec chacun des services et des forfaits Internet.

Pour s'assurer de la compatibilité de son Équipement, le Client peut se rendre à tout moment à l'adresse suivante: <http://assistance.orange.fr/1283.php>. Les caractéristiques techniques des Équipements sont décrites dans les guides d'installation et d'utilisation y afférentes.

La liste des Équipements nécessaires à l'utilisation de tout ou partie du Service est détaillée à l'adresse suivante: <http://assistance.orange.fr/1283.php> ou fournie en points de vente.

Dans l'hypothèse où les Équipements sont mis à disposition du Client par France Télécom et livrés de ce fait par France Télécom, il appartient au Client de vérifier le contenu desdits Équipements au moment de la livraison et de formuler, si nécessaire, ses réserves motivées, qui devront être confirmées au transporteur, par acte extrajudiciaire (notamment par exploit d'huissier) ou par lettre recommandée avec avis de réception, dans les trois (3) jours suivant la réception des Équipements.

8.2 Mise à disposition ou location

Certains Équipements peuvent être mis à la disposition du Client ou être proposés à la location par France Télécom. La liste de ces Équipements est à tout moment disponible à l'adresse suivante: <http://assistance.orange.fr/1283.php>. Dans ces cas, ces Équipements ne sont pas la propriété du Client mais restent la propriété de France Télécom.

Il peut s'avérer que des Équipements fournis par France Télécom doivent être remplacés en cours des présentes afin de maintenir ou d'optimiser la qualité des Services. France Télécom mettra en place les moyens adaptés afin de remplacer ses Équipements à charge pour le Client de faire en sorte de permettre ce remplacement. À défaut, France Télécom ne pourra garantir un quelconque niveau de qualité de service.

Ces Équipements ne peuvent donc être cédés, sous loués, transformés, donnés en gage ou en nantissement, transférés ou prêtés sous quelque forme que ce soit par le Client à qui il est interdit de disposer des Équipements en dehors de l'utilisation des services.

En cas de saisie ou de toute autre prétention d'un tiers à des droits sur ces Équipements, le Client est tenu de s'y opposer et d'en aviser immédiatement France Télécom afin de lui permettre de sauvegarder ses droits.

Le Client s'engage à maintenir sur ces Équipements la mention de propriété de France Télécom qui y est apposée.

À compter de l'entrée en possession par le Client de ces Équipements et pendant la durée des présentes, le Client est gardien de ces derniers, à charge pour lui de s'assurer pour les dommages qui leur seraient causés ou de vérifier que ses assurances couvrent bien ce type de sinistre. En cette qualité de gardien, il est et demeure responsable de tous dommages causés aux Équipements. Le Client répond du vol, de la perte ou des détériorations des Équipements.

Ainsi, le Client devra payer à France Télécom les sommes détaillées et disponibles à tout moment à l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/1283.php> ou sur simple demande auprès de France Télécom, en cas de vol, perte ou détérioration subie par les Équipements.

8.3 Réparation des Équipements fournis par France Télécom dans le cadre des présentes

En cas de dysfonctionnement des Équipements mis à disposition par France Télécom dans le cadre du Service, France Télécom assurera l'échange standard des Équipements, sous réserve que le Client les rapporte dans le point de Service après-vente que lui indiquera son distributeur ou l'assistance technique par téléphone, et sous réserve que le Client ne soit pas à l'origine de leur dysfonctionnement.

La réparation des Équipements loués ou mis à disposition au Client par France Télécom dans le cadre des présentes conditions générales d'abonnement (ci-après « Réparation ») est assurée par le réseau des agences France Télécom ou tout autre moyen proposé au Client par France Télécom.

La Réparation est limitée au remplacement des pièces défectueuses, à l'exclusion de la réparation de tout autre préjudice. Sont exclus de la Réparation des Équipements par France Télécom, en particulier les éléments mobiles (cordons, fils, prises,...), ni les accessoires dont le renouvellement régulier est nécessaire. Il est toutefois impératif pour l'exercice de cette Réparation que l'ensemble des éléments composant les Équipements soient retournés.

Lorsque le mauvais fonctionnement est établi, France Télécom se réserve le choix des pièces à modifier ou à changer, des réparations à effectuer, ainsi que les moyens en main-d'œuvre nécessaires à la réparation.

Les frais de retour sont à la charge du Client.

La Réparation exclut les réparations des dommages causés par la foudre et les surtensions, ainsi que les réparations des dommages causés par un usage anormal, par une mauvaise installation ou par une réparation non autorisée par le Client, par des détériorations accidentelles ou dans tout cas de force majeure.

France Télécom invite le Client à installer sur la Livebox qu'il utilise un parafoudre.

Dans l'hypothèse où le Client est à l'origine du dysfonctionnement de la Livebox, France Télécom facturera au Client le montant des réparations dans la limite d'un montant fixe et forfaitaire tel que défini à l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/1283.php>.

8.4 Restitution des Équipements

En cas de résiliation de tout ou partie des présentes pour quelle cause que ce soit par l'une ou l'autre des parties, le Client restitue les Équipements liés au (x) service(s) résilié(s), mis à sa disposition ou loués, en bon état de fonctionnement et complet (y compris accessoires), soit en les envoyant par voie postale, soit en les restituant en agence France Télécom.

Dans le premier cas, France Télécom fournira par courrier au Client un bon prépayé afin de prendre à sa charge les frais postaux occasionnés par la restitution.

Lors de la remise ou à réception des Équipements, le Client recevra un courrier de confirmation de restitution attestant de sa restitution effective, propriété de France Télécom et des éventuelles réserves sur l'état de l'Équipement.

En cas de non-restitution de la Livebox par le Client, à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la résiliation pour quelque cause que ce soit par l'une ou l'autre des parties, et après l'envoi d'une mise en demeure adressée par Lettre Recommandée avec Avis de Réception, restée sans effet pendant un délai de sept (7) jours à compter de sa présentation, France Télécom facturera au Client une somme forfaitaire de cent euros (100 €).

Dans le cas de la Livebox, les frais de réparation facturés le sont dans la limite du montant forfaitaire de cent euros (100 €) facturés au Client en cas de non-restitution des Équipements.

Le Client autorise France Télécom à utiliser ses coordonnées bancaires transmises, afin de recouvrer les sommes dues pour les cas énumérés ci-dessus.

ARTICLE 9. RÉTABLISSEMENT DU SERVICE

Hormis le Service « Téléphone sur PC », France Télécom s'engage à rétablir le service interrompu dans un délai de douze (12) jours ouvrables à compter de la réception de la signalisation du Client par son service client.

Le dépassement du délai de rétablissement de douze (12) jours ouvrables ouvre droit au client à une indemnité forfaitaire d'un montant égal au prorata de la mensualité due pour le service interrompu entre le délai maximum de rétablissement prévu et la date de rétablissement effectif. Cette indemnité n'est pas due dans les cas où le retard n'est pas imputable à France Télécom en raison de la survenance d'une cause étrangère ou du fait du Client.

ARTICLE 10. DURÉE

Les Conditions Générales d'Abonnement sont conclues pour une durée indéterminée, avec une période initiale d'abonnement de douze (12) mois commençant à courir à compter de la souscription par le Client.

ARTICLE 11. RÉSILIATIONS

Le Client prend acte de ce que la résiliation du Service d'accès à Internet, et ce quelle qu'en soit la cause, engendre la perte irréversible de l'intégralité des données, notamment des messageries, non enregistrées. A cet égard, Orange invite le client à procéder à la sauvegarde de ses données préalablement à la dite résiliation.

11.1 Suspension à l'initiative de France Télécom

France Télécom se réserve le droit, conformément aux stipulations figurant aux présentes de suspendre le Service, le cas échéant sans préavis ni indemnité, compte tenu de la gravité des faits, si le Client manque à l'une de ses obligations prévues au Contrat, et notamment dans les cas où :

- un quelconque acte de piratage ou de tentative d'utilisation illicite des informations circulant sur le réseau a pour cause ou origine le compte du Client ;
- un acte de piratage ou tentative de piratage des équipements du réseau de France Télécom nécessaires à la fourniture du Service a pour cause ou origine la connexion avec le poste du Client ;
- les utilisateurs d'Internet signalent que le Client ne respecte pas les extraits de la Netiquette ; ou fait un usage du Service d'accès à Internet de nature à porter préjudice aux tiers ; ou qui serait contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public et, dans tous les cas, après enquête par France Télécom.

France Télécom se réserve le droit de suspendre de plein droit le Service, après mise en demeure adressée au Client, restée sans effet pendant un délai de cinq (5) jours sans indemnité et pour les cas suivants :

- le Client ne répond pas à la demande émise par France Télécom de pièces justificatives nécessaires à la vérification de ses déclarations ;
- commercialisation du Service sous quelque forme que ce soit par un Client à un ou plusieurs tiers ou d'utilisation abusive du Service notamment en cas d'utilisation du Service par de multiples utilisateurs sans l'autorisation préalable de France Télécom ;
- perturbation grave et/ou répétée du service téléphonique par un modem non compatible avec le réseau de France Télécom conformément au guide d'utilisation ;
- en cas d'utilisation abusive du Service de "Téléphone sur PC" tel que décrite à l'article 6.2.

France Télécom peut, en outre, suspendre après l'envoi d'une lettre de mise en demeure restée sans effet, tout ou partie de ses prestations en cas de non-paiement d'une facture dans un délai de dix (10) jours à compter de la date limite de paiement.

Dans le cas où France Télécom est informée (notamment par retour de tout type de courrier, facture...) que le Client n'habite pas à l'adresse qu'il a indiquée, France Télécom envoie au Client un courrier électronique lui demandant de mettre à jour ses coordonnées dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la date d'envoi dudit courrier. À défaut, France Télécom se réserve le droit de résilier de plein droit le contrat après mise en demeure par courrier électronique restée infructueuse pendant un délai de cinq (5) jours et procède à la fermeture de son compte.

11.2 Résiliation à l'initiative de France Télécom

Une fois le Service suspendu et après mise en demeure adressée au Client restée sans effet pendant un délai de cinq (5) jours, France Télécom sera en droit de résilier le Service sans indemnité sauf si la cause de la suspension a disparu pendant ce délai ou si France Télécom accorde un délai supplémentaire au Client pour s'acquitter de ses obligations.

France Télécom peut également résilier de plein droit le contrat après l'envoi d'une mise en demeure de payer en cas de non-paiement par le client dans un délai de 30 jours à compter de la date limite de paiement.

La résiliation, par France Télécom, du Service d'accès à Internet entraîne automatiquement la résiliation de l'ensemble des services souscrits par le Client.

11.3 Résiliation à l'initiative du Client

Le Client pourra obtenir toutes les informations utiles à la résiliation de son abonnement en contactant le Service Client de France Télécom selon les modalités décrites dans la rubrique « Assistance », disponibles en ligne à l'adresse suivante <http://assistance.orange.fr/contact.php> ou fournies en points de vente.

Toute résiliation à l'initiative du Client devra être demandée à France Télécom par courrier postal adressé au Service Client.

La résiliation sera effective sous dix (10) jours à compter de la réception par France Télécom du courrier de résiliation. La date de réception du courrier de résiliation est la date de première présentation à France Télécom dudit courrier par les services postaux.

La résiliation du contrat peut résulter également d'une demande de portabilité effectuée par le client auprès d'un nouvel opérateur conformément aux dispositions prévues à l'article 3 de l'annexe 1 des présentes.

Dans le cas de résiliation anticipée du Service pendant la période initiale d'abonnement, le Client restera redevable des mensualités restant dues sur le Service objet de la résiliation, excepté pour les cas de résiliation anticipée pour motif légitime.

Le Client peut mettre fin aux présentes pour motif légitime tel que :

- déménagement de la résidence principale du Client à l'extérieur d'une Zone de couverture et sous réserve que la demande de résiliation soit faite dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date du déménagement ;
- handicap physique incompatible avec l'utilisation du Service ;
- mise en détention dans un établissement pénitentiaire ;
- faillite personnelle, redressement judiciaire du Client ;
- surendettement du Client ;
- cas de force majeure au sens habituellement reconnu par la jurisprudence française.

Le déménagement du Client au sein de la Zone de couverture du Service est sans effet sur la période initiale d'abonnement, laquelle n'est pas prolongée automatiquement de ce fait.

Pour exercer cette faculté de résiliation, le Client devra faire parvenir à France Télécom sa demande de résiliation accompagnée des pièces justificatives.

ARTICLE 12. TARIFS ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Les frais du premier mois d'abonnement au Service sont calculés au prorata du nombre de jours.

Il est précisé que les tarifs auxquels les présentes font référence sont :

- les éventuels frais de mise en service et d'installation pour le Service concerné disponibles à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1167.php> ;
- la mensualité comprend la fourniture de l'Offre d'une prestation de téléphonie illimitée par ADSL, ainsi que l'abonnement Haut Débit inclus, chaque prestation étant facturée au taux de TVA en vigueur qui lui est propre. L'information relative au montant de la mensualité est disponible à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1167.php>. Ladite mensualité est due terme à échoir ;
- dans le cadre du Service de « Téléphone sur PC », les éventuels frais mensuels liés aux communications à destination des numéros de téléphone en 09 à tarification spécifique, attribués par un autre opérateur, ainsi que les communications à destination des mobiles et de l'international sont passées en dehors des numéros illimités. Les tarifs applicables sont disponibles à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1167.php>. S'agissant des frais de location des Équipements loués par France Télécom, ils sont dus terme à échoir ;
- les éventuels frais liés à la consultation de services en ligne facturés par France Télécom, et en particulier les services Minitel, et paiement à l'acte sous la rubrique « Achats service plus » qui sont dus à terme échu ;
- les éventuels frais liés à la consultation de films dans le cadre de la VoD ;
- Pour les abonnés à l'Offre « Surf Clé 3G+ », la mensualité comprend la fourniture des différents services composant l'Offre, chaque service étant facturé au taux de TVA en vigueur qui lui est propre. L'information relative au montant de la mensualité pour l'offre « Surf Clé 3G+ » est disponible à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr/1167.php>. Ladite mensualité est due terme à échoir ;
- Pour les abonnés à l'Offre « Surf Clé 3G+ » ayant choisi le forfait 2h ajustables défini à l'article 6.5.1.1 ci-dessus, la facture mensuelle fait apparaître le montant des communications hors forfait, c'est-à-dire le montant des connexions réalisées au-delà des 2 heures incluses dans le forfait et les éventuels frais liés aux communications data passées dans le cadre du Roaming international et DOM.

Le Client peut désigner un tiers payeur qui recevra les factures et procédera à leur règlement. En cas de désignation d'un tiers payeur, le Client demeure titulaire des droits et obligations au titre des présentes à l'égard de France Télécom. En cas de défaillance du tiers payeur, le Client reste responsable du paiement des factures.

Une avance sur consommation pourra être demandée au Client pour toute consommation en dépassement ou, lorsque, entre deux périodes de facturation, cela atteint un montant supérieur à la moyenne des consommations en dépassement ou effectuées sur les six dernières périodes de facturation ou, si l'abonné a moins de six mois d'ancienneté, lorsque le montant des consommations est en dépassement ou excède cent (100 €) TTC. France Télécom pourra procéder à la suspension du Service en cas de refus ou dans l'attente du règlement de l'avance sur consommation par le Client. Cette avance sur consommation vient en déduction des sommes dues et à venir du Client.

Les modalités de règlement de cette avance sont disponibles auprès du Service Client et à l'adresse suivante : <http://www.assistance.orange.fr/1167.php>.

En cas de résiliation du présent contrat par le Client, sous réserve du paiement des factures restant dues, France Télécom remboursera les éventuelles sommes versées au titre de l'avance sur consommation ci-dessus dans un délai de dix (10) jours à compter du paiement de la dernière facture.

Une majoration pour retard de paiement est appliquée aux sommes restant dues à la date limite de paiement figurant sur la facture et ce, à compter de l'envoi de la première lettre de relance. Cette majoration est égale à une fois et demi (1,5) le taux de l'intérêt légal. Elle est calculée sur le montant des sommes dues toutes taxes comprises, par périodes indivisibles de quinze (15) jours à compter du premier jour de retard suivant la date limite de paiement portée sur la facture et comprend un minimum de perception dont le montant est de neuf euros et quarante-huit centimes (9,48 €) (montant non assujéti à la T.V.A.) à titre de pénalités.

En cas de demande de délivrance de duplicata de factures par le Client, France Télécom facture le Client de la somme forfaitaire indiquée et disponible à tout moment sur <http://assistance.orange.fr/1167.php> ou fournie en points de vente sous la rubrique « duplicata de factures ».

France Télécom édite périodiquement une facture papier ou électronique indiquant les sommes à payer, la date d'échéance du paiement.

Le décompte des sommes à payer effectué par France Télécom fait la preuve des opérations ou achats réalisés par le Client via ce Service.

En application du Code des Postes et Communications Électroniques, le délai de prescription des créances est d'un (1) an. Pour pouvoir bénéficier de l'avantage - 26 ans, le Client doit être une personne physique ayant moins de 26 ans (25 ans révolus), domicilié en France métropolitaine dans les Zones de couverture, souscrivant à l'offre pour ses besoins propres dans le cadre d'un usage strictement personnel et privé. Le Client doit obligatoirement fournir une copie de sa carte d'identité ou de son passeport en cours de validité.

Cette remise sera accordée dès la souscription à l'avantage et apparaîtra au plus tard sur la deuxième facture.

Dans le cas d'une souscription en ligne ou par téléphone, la souscription n'est valide que sous réserve de l'envoi du justificatif de l'âge du Client dans un délai de deux (2) semaines à compter de la souscription à l'adresse suivante :

Service Client Internet Orange
33734 BORDEAUX Cedex 9

Le Client pourra solliciter le renouvellement de cet avantage jusqu'à l'âge de 25 ans révolus en se rendant dans une agence France Télécom ou en appelant le 1014 (appel gratuit depuis une ligne fixe France Télécom).

ARTICLE 13. UTILISATIONS DES CODES CONFIDENTIELS ET IDENTIFIANTS D'ACCÈS AU SERVICE

L'ensemble des éléments permettant au Client de s'identifier et de se connecter au Service sont personnels et confidentiels.

Le Client s'engage à conserver secrets ses Identifiants et à ne pas les divulguer sous quelque forme que ce soit. Il est responsable de l'usage qui en est fait sauf cas avéré de fraude.

En cas de perte ou de vol d'un des Identifiants par le Client, ce dernier en informera immédiatement France Télécom par tout moyen. France Télécom procédera aussitôt à leur annulation. La responsabilité du Client, quant à l'utilisation des Identifiants, sera dérogée à l'égard de France Télécom dès la réception de cette information.

Les nouveaux Identifiants seront transmis au Client par téléphone, dès l'information faite par le Client de la perte ou du vol de ses Identifiants et, après que ce dernier ait communiqué les éléments permettant de l'identifier.

Ainsi, aucune suspension de Service ne sera subie par le Client; la facturation ne sera, par conséquent, pas suspendue non plus.

Les nouveaux Identifiants seront aussi confirmés par courrier.

Le Service autorise une seule connexion à la fois par Identifiant. Toute tentative de connexion simultanée avec le même Identifiant pourra faire l'objet d'une suspension, sans préavis, du Service par France Télécom excepté dans les cas où le Client a souscrit auprès de France Télécom un service autorisant les connexions simultanées avec les mêmes Identifiants.

Le Client dispose, en fonction de son Équipement, de la faculté de partager sa connexion à partir de son Identifiant dans le cadre d'un usage strictement personnel et privé.

L'utilisation des Équipements est limitée à l'intérieur d'un bâtiment, à un usage privatif (usage domestique), à l'exclusion d'un usage public.

Dans le cas où la personne qui paye les prestations ayant trait au Service est différente du Client, celle-ci ne dispose d'aucun droit d'accès ou d'utilisation sur le Service.

ARTICLE 14. RESPONSABILITÉS

14.1 Responsabilité de France Télécom

France Télécom est responsable de la mise en place des moyens techniques nécessaires au bon fonctionnement du Service jusqu'au filtre inclus. Ce filtre doit être installé au plus près du point de terminaison de la ligne téléphonique. Le bon fonctionnement du Service ne peut être assuré qu'avec les Équipements conformes aux spécificités techniques décrites dans le guide d'installation et d'utilisation.

La responsabilité de France Télécom ne saurait être engagée dans les cas suivants :

- en cas de contaminations par des virus et/ou des intrusions dans le système informatique des Clients effectuées par des tiers via le Service d'accès à Internet;
- non-respect des procédures d'installation sauf dans le cas où l'installation est réalisée par France Télécom ou son contrôle;
- agissements du Client contrevenant aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle;
- dysfonctionnement des Équipements et/ou du réseau informatique dont l'origine relève du seul fait du Client;
- en cas de force majeure, pour la TV numérique diffusée via une voie satellitaire; en cas d'aléas liés à la propagation des ondes électromagnétiques ou cas fortuit pendant les périodes de conjonctions solaires ou lunaires;
- en cas d'utilisation du Service par le Client non conforme aux stipulations des présentes conditions;
- en cas de poursuites judiciaires à l'encontre du Client du fait de l'usage, constitutif d'une infraction, du Service fourni par France Télécom;
- quant au contenu des services consultés, y compris ceux accessibles via les annuaires, de la nature des données interrogées, transférées ou mises en ligne par les Clients et d'une manière générale de toute information consultée par le Client;
- en cas de fourniture par le Client de données erronées le concernant ou devenant obsolètes;
- en cas d'interruption de fonctionnement temporaire ou définitive de tout réseau de communication électronique non exploité par France Télécom quelle qu'en soit la cause.

France Télécom n'est pas responsable, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, des services et des contenus fournis par des tiers, y compris la VoD ou les services Kiosque, ainsi que de l'usage par le Client fait de ces services et de ces contenus. En particulier, dans l'hypothèse d'une résiliation des présentes, la responsabilité de France Télécom ne peut pas être engagée si le Client ne résilie pas les contrats souscrits auprès des tiers.

En tout état de cause, France Télécom reste étrangère à tous litiges qui peuvent opposer le Client à des tiers à l'occasion des présentes.

14.2 Responsabilité du Client

Afin de vérifier les déclarations sur l'identité du Client lors de sa souscription, ce dernier s'engage à fournir, lors de son inscription et pendant toute la durée de son abonnement à la demande de France Télécom, des informations d'identification exactes et à jour (notamment son nom, prénom, adresse postale) en fournissant une copie d'une pièce d'identité en cours de validité et, pour les étrangers soumis à cette réglementation, une carte de résident valable encore un an, un justificatif de domicile à son nom datant de moins de 3 mois, en cas de divergence entre les adresses figurant sur les différentes pièces justificatives, une attestation bancaire au nom du titulaire du compte bancaire, ou un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du titulaire du compte bancaire.

À défaut de réception des pièces justificatives demandées dans un délai de 5 (cinq) jours, France Télécom se réserve le droit de suspendre le Contrat, conformément à l'article 11.1.

Par conséquent, le Client est seul responsable des données qu'il communique à France Télécom.

Ces données sont celles qui seront utilisées dans la transmission des appels vers les services d'urgence compétents.

Le Client prend toutes les mesures nécessaires pour veiller personnellement aux précautions à prendre, à l'occasion de l'utilisation du Service qui pourrait être faite par un mineur, pour accéder au contenu d'un tiers.

Le Client effectue l'installation du Service y compris des Équipements y afférents, sous sa propre responsabilité, selon le même processus que celui détaillé dans le guide d'installation et d'utilisation du Service proposé au Client.

Le Client doit respecter les modalités décrites dans le guide d'installation de la Livebox.

Afin que France Télécom soit en mesure notamment, d'assurer la transmission des appels vers les services d'urgence compétents, le Client est averti qu'une fois la Livebox ou tout autre Equipement compatible installé dans les conditions susvisées, à l'adresse postale qu'il a fournie dans le cadre de son inscription, il ne devra en aucun cas la déplacer. Le Client est seul responsable de tout préjudice causé par lui-même ou un de ses préposés à France Télécom ou à des tiers du fait de son utilisation du Service.

Il appartient au Client de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par des éventuels virus, vers, circulant sur le réseau Internet ou de piratage venant de l'Internet et de procéder à des sauvegardes régulières.

Il est également précisé que seul le Client est responsable de l'usage de l'accès au Service et à tout service interconnecté.

ARTICLE 15. OBLIGATION LÉGALE DU CLIENT CONTRE LE PIRATAGE

15.1 Conformément à l'article 5 de la loi n°2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet, le Client est informé des dispositions de l'article L. 336-3 du code de la propriété intellectuelle: « *La personne titulaire de l'accès à des services de communication au public en ligne a l'obligation de veiller à ce que cet accès ne fasse pas l'objet d'une utilisation à des fins de reproduction, de représentation, de mise à disposition ou de communication au public d'œuvres ou d'objets protégés par un droit d'auteur ou par un droit voisin sans l'autorisation des titulaires des droits prévus aux livres I^{er} et II lorsqu'elle est requise. Le manquement de la personne titulaire de l'accès à l'obligation définie au premier alinéa n'a pas pour effet d'engager la responsabilité pénale de l'intéressé.* »

15.2 Le client est informé de ce que sa responsabilité pourrait être engagée en cas de manquement à l'obligation définie à l'article L.336-3 du CPI.

En effet, lorsque la Commission de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (commission HADOPI) est saisie de faits susceptibles de constituer un manquement à l'obligation ci-dessus mentionnée, elle peut rappeler au Client le contenu de l'obligation, le mettre en demeure de la respecter et lui fournir les informations utiles concernant la lutte contre le piratage.

Si les recommandations restent sans effet, la commission HADOPI peut par l'intermédiaire de Orange suspendre l'accès à Internet du Client.

Afin de prévenir les manquements à l'obligation définie à l'article L. 336-3, des moyens de sécurisation pourront être mis à disposition du Client lui permettant de contrôler l'utilisation par des tiers de l'accès mis à disposition.

15.3 En outre, le Client est informé que la violation des droits d'auteurs et des droits voisins au sens du code de la propriété intellectuelle par le Client ou l'un des utilisateurs de l'accès Internet mis à disposition est un délit puni des peines pénales prévues aux articles L.335-2, L.335-3, L. 335-4, L.335-6 et L.335-7 du code de propriété intellectuelle. Le Client encourt aussi des sanctions civiles en réparation du préjudice subi par les ayants-droits dans le cadre de ce délit.

ARTICLE 16. QUALITÉ DE SERVICE - FORMULES DE REMBOURSEMENT

France Télécom s'engage à assurer une disponibilité du Service supérieure ou égale à 97 %, une disponibilité de la ou les messagerie(s) électronique(s) du Client, en ce qui concerne l'envoi et la réception de messages, supérieure ou égale à 99 %, une disponibilité de l'affichage de la mise à jour des pages personnelles supérieure ou égale à 98 % et une disponibilité de l'espace utilisateur supérieure ou égale à 98 %.

Le non-respect de ces engagements au cours du mois calendaire écoulé ouvre droit au Client à une indemnité forfaitaire d'un montant égal au prorata de la mensualité due calculer sur la période pendant laquelle le taux de disponibilité n'est pas atteint. Cette indemnité n'est pas due dans les cas où la cause n'est pas imputable à France Télécom en raison de la survenance d'une cause étrangère ou du fait du Client.

Il est à noter qu'une même indisponibilité ne peut donner lieu à deux compensations. Ainsi l'indisponibilité de l'accès Internet entraînant l'indisponibilité des services accessoires tels que la messagerie électronique, l'affichage des pages personnelles et de l'espace utilisateur, le Client est fondé à réclamer une seule compensation financière pour cette même indisponibilité.

Par ailleurs, France Télécom s'engage à mettre à disposition du Client une capacité de débit minimum sur le mois calendaire. La capacité de débit minimum descendant est de 512 Kilobits selon la norme IP équivalant à 608 Kilobits selon la norme ATM. Le Client prend note que le débit minimum disponible sur son modem est un débit descendant dépendant de la configuration de ses propres équipements et ne relève pas de la responsabilité de France Télécom et que seule la mesure du débit indiquée sur la page information système du modem pourra être utilisée par le Client pour faire valoir le non-respect des engagements de France Télécom.

Le non-respect de ces engagements au cours du mois calendaire écoulé ouvre droit au Client à une indemnité forfaitaire d'un montant égal au prorata de la mensualité due pour le Service sur la période pendant laquelle le Client n'a pu bénéficier de la capacité de débit minimum garantie. Cette indemnité n'est pas due dans les cas où la cause n'est pas imputable à France Télécom. en raison de la survenance d'une cause étrangère ou du fait du Client.

Dans l'hypothèse où sur le mois calendaire écoulé, le Client n'a pu bénéficier de la capacité de débit minimum auquel sa ligne téléphonique est éligible lors de sa souscription, France Télécom s'engage, sur la base d'un diagnostic établi avec le Client s'il s'avère que la situation et/ou l'environnement du client ne lui permet plus de bénéficier de la capacité de débit minimum garantie, à facturer au Client le prix correspondant au débit de l'offre dont il pourra dès lors bénéficier et lui mettre à disposition la capacité de débit minimum correspondante.

La capacité de débit minimum et le taux de disponibilité sont mesurés et garantis sur la ligne de cuivre du Client entre le modem et le 1^{er} équipement du réseau de France Télécom, dénommé DSLAM.

Le Client doit signaler aux Services Clients de France Télécom le non-respect des engagements de qualité de service énoncés dans le présent article, dans un délai de trois (3) jours ouvrables, à compter de la constatation d'un incident remettant en cause les engagements de France Télécom.

Seuls les incidents signalés par le Client remettant en cause les engagements de qualité de service de France Télécom pourront ouvrir droit à indemnisation.

ARTICLE 17. CAS DE FORCE MAJEURE

Aucune des deux parties ne sera tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre de la non-exécution ou des retards dans l'exécution d'une obligation des présentes qui seraient dus au fait de l'autre partie consécutivement à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la jurisprudence française.

Le cas de force majeure suspend les obligations nées des présentes pendant toute la durée de son existence. Toutefois, si le cas de force majeure avait une durée d'existence supérieure à sept (7) jours consécutifs, il ouvrirait droit à la résiliation de plein droit du présent contrat par l'une ou l'autre des parties huit jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant cette décision.

ARTICLE 18. VENTE À DISTANCE

En application de l'article L 121-20 du Code de la Consommation, le Client, ayant souscrit à distance, a la faculté d'exercer son droit de rétractation en contactant le service Assistance Commerciale d'Internet Orange, dans un délai de sept (7) jours francs à compter de l'acceptation de l'offre sous réserve, en cas de livraison d'un terminal, que ce dernier soit retourné à l'expéditeur. Lorsque ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Les éventuels Équipements doivent être retournés à l'adresse suivante :

KUEHNE + NAGEL Logistics/FTT
Service retour
Distripôle zone d'activité Paris sud
Secteur 3 Bat A
77127 LIEUSAIN

Les frais de retour éventuellement nécessaires pour retourner les équipements sont à la charge du Client.

Conformément à l'article L 121-20-2 du Code de la Consommation, le Client qui accepte d'utiliser le Service via son abonnement avant la fin du délai de sept (7) jours francs renonce expressément à bénéficier de son droit de rétractation.

ARTICLE 19. DROIT D'ACCÈS ET DROIT D'OPPOSITION AU FICHIER INFORMATISÉ

Les données à caractère personnel relatives au Client recueillies par France Télécom sont traitées dans le cadre de l'exécution des présentes conformément aux dispositions de la loi n° 8-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004. Ainsi, tout Client dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition au traitement des données à caractère personnel le concernant en adressant un courrier postal à :

Orange Service Clients
Gestion des données personnelles
33734 Bordeaux cedex 9,

accompagné d'une photocopie de pièce d'identité. Toutefois, ce droit ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de communiquer au Client des informations relatives à l'utilisation de son Service et à son Abonnement.

France Télécom pourra utiliser ces données dans le cadre d'opérations de marketing direct en adressant au Client, par quelque support que ce soit et notamment par courrier électronique, des informations sur ses produits ou services analogues.

France Télécom se réserve également le droit :

1. d'utiliser ces données dans le cadre d'opérations de marketing direct, pour communiquer au Client, par téléphone ou courrier postal, des offres commerciales de ses partenaires, complémentaires aux produits et services fournis par France Télécom.
2. de communiquer ces données aux sociétés du groupe France Télécom dans le cadre de la promotion ou de la gestion de divers services de communication électronique du groupe ou de produits.

Dans ces deux hypothèses, si la communication envisagée vers le Client est effectuée par courrier électronique, le consentement du Client sera recueilli au préalable.

À tout moment, le Client peut faire valoir son droit d'opposition dans les conditions susmentionnées.

S'agissant des données personnelles du Client relatives à son sexe, son âge, son lieu de résidence et ses Centres d'Intérêt communiquées par le Client lors de la souscription au Service et/ou lors de l'actualisation de ses Centres d'Intérêt dans la rubrique espace client/mon compte utilisateur, le Client accepte qu'elles soient utilisées par France Télécom afin d'optimiser la pertinence de certaines publicités existant sur le portail orange.fr. Pour exercer son droit d'opposition au traitement de ses données personnelles aux fins de personnalisation de certaines publicités sur le portail orange.fr, le Client peut s'adresser à tout moment à :

Orange Service Clients
Gestion des données personnelles
33734 Bordeaux cedex 9.

Les données personnelles du Client nécessaires à la réalisation des contrats le liant à France Télécom, pourront être transmises à des partenaires commerciaux.

Par ailleurs, les données à caractère personnel relatives au Client peuvent faire l'objet d'un transfert vers un pays hors de l'Union Européenne aux fins de l'exécution des présentes.

Enfin, et dans le cadre des obligations légales en la matière, France Télécom peut être amenée à communiquer les informations relatives aux Clients ainsi que le contenu de leur courrier électronique à la demande des autorités judiciaires ou administratives compétentes.

ARTICLE 20. MODIFICATIONS

France Télécom peut être amenée, y compris pendant la période initiale d'abonnement, à procéder à des modifications de prix ou des caractéristiques du Service. Le Client sera informé de toute modification le concernant au moins un (1) mois avant son entrée en vigueur. Dans ce cas, le Client peut, par dérogation à l'article « Résiliation » des présentes, résilier le contrat sans frais jusque dans un délai de quatre (4) mois à compter de l'entrée en vigueur de la modification.

ARTICLE 21. SERVICE CLIENT COMMERCIAL ET TECHNIQUE (ASSISTANCE, SAV, RÉCLAMATIONS...)

L'adresse du Service Client Internet Orange est la suivante :

Service Client Internet Orange
33734 BORDEAUX Cedex 9

France Télécom met à la disposition du Client :

1. En ligne 24h/24, 7j/7, une assistance à l'adresse suivante : <http://assistance.orange.fr> directement à partir du micro-ordinateur du Client.
2. Un service d'accueil téléphonique au numéro suivant : 3900, au prix d'une communication locale* hors forfait depuis une ligne fixe France Télécom ou par le Service de Téléphone par Internet Orange. Si l'appel est passé depuis une ligne d'un autre opérateur, il convient de consulter ses tarifs. Le temps d'attente est gratuit avant la mise en relation avec votre conseiller depuis une ligne fixe France Télécom ou par le Service de Téléphone par Internet Orange.

* Le prix d'une communication locale depuis une ligne fixe analogique France Télécom ou par le Service de Téléphone par Internet Orange en métropole est de 0,078 € par appel, puis 0,028 € par minute du lundi au vendredi de 8h à 19h hors jours fériés, et de 0,078 € par appel, puis 0,014 € par minute le reste du temps. Si l'appel est passé hors métropole, veuillez consulter les tarifs détaillés à l'adresse Internet : <http://www.francetelecom.fr>.

Afin de faciliter le traitement de la demande du Client auprès du Service Clients Internet Orange, le Client devra indiquer au Service Clients son nom, prénom, domicile, son identifiant ainsi que son numéro d'utilisateur (numéro à neuf - 9 - chiffres qui correspond au « numéro client » sur les factures) fourni à la souscription par France Télécom.

ARTICLE 22. DISPOSITIONS DIVERSES

Le Client s'engage à informer France Télécom de toute modification concernant sa situation notamment en cas de changement d'adresse et de ses références bancaires pour un Client abonné.

Si l'une quelconque des stipulations du contrat est tenue pour nulle ou sans objet, elle sera réputée non écrite et n'entraînera pas la nullité des autres stipulations.

ARTICLE 23. CONVENTION DE PREUVE

Pour les besoins du présent Contrat, les Parties conviennent que l'écrit sous forme électronique est admis comme support probant au même titre que l'écrit sur support papier. Les Parties conviennent de conserver les enregistrements informatiques et les copies papier des messages ou commandes qu'elles s'échangent pour l'exécution du présent Contrat de telle manière qu'ils puissent constituer des copies fidèles et durables au sens de l'article 1348 du code civil.

ARTICLE 24. RÈGLEMENT DES LITIGES

24.1 Règlement amiable

En cas de litige, le Client est invité à contacter son assistance téléphonique et/ou à adresser un courrier à l'adresse suivante :

**Orange Service Client Internet
33734 BORDEAUX Cedex 9.**

Si la réponse ne le satisfait pas, le Client peut saisir le Service National Consommateurs de France Télécom à l'adresse suivante :

**Service National Consommateur
Orange Internet
33734 BORDEAUX Cedex 9**

France Télécom s'engage à traiter la réclamation d'un Client dans un délai d'un mois calendaire à compter de la réception de la réclamation.

Après épuisement des recours amiables internes à France Télécom, le Client est en droit de saisir le médiateur de la téléphonie soit en ligne sur son site www.mediateur-telecom.fr, soit par lettre simple à l'adresse suivante :

**Médiateur de la Téléphonie BP 999
75829 Paris Cedex 17**

ou le cas échéant la juridiction compétente.

France Télécom et le Client s'efforceront de régler à l'amiable tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution des présentes.

24.2 Litige - Compétence juridictionnelle

Le présent contrat est régi par la loi française. Lorsque l'abonné a la qualité de commerçant, à défaut de règlement amiable, les parties conviennent de soumettre leur différend au Tribunal de Commerce de Paris.

ANNEXE 1 - Les conditions relatives à la mise en œuvre de la Portabilité des numéros Fixes sur le territoire métropolitain, les départements d'Outre-mer, les collectivités et territoires de Mayotte, Saint Martin et Saint Barthélemy

Les présentes conditions spécifiques s'appliquent en cas de demande de portabilité entrante ou de portabilité sortante d'un numéro fixe affecté par un opérateur fixe. Elles complètent les conditions générales d'abonnement aux offres France Télécom quand elles ne les remplacent pas.

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

- *Numéro fixe* : numéro géographique ou non géographique du plan de numérotation français tel que défini par les décisions de l'Autorité relatives au plan national de numérotation.
- *Opérateur donneur* : opérateur fixe à partir duquel le numéro fixe du Client est porté.
- *Opérateur receveur* : opérateur fixe auprès duquel le Client souscrit un nouveau contrat d'abonnement et vers lequel le numéro fixe est porté.
- *Portabilité ou conservation d'un numéro fixe* : droit pour un abonné fixe, lorsqu'il change d'opérateur fixe, de conserver son numéro fixe auprès de son nouvel opérateur fixe.
- *Portabilité entrante* : droit qui, associé à la souscription d'un contrat d'abonnement France Télécom, permet au client d'un autre opérateur fixe de conserver le numéro fixe affecté par cet opérateur lorsqu'il souscrit un contrat d'abonnement auprès de l'opérateur fixe France Télécom. La portabilité entrante n'entraîne pas la cession à France Télécom du contrat liant le Client à l'autre opérateur fixe et des obligations y afférentes.
- *Portabilité sortante* : droit qui permet au Client d'une offre France Télécom de transférer l'usage du numéro de fixe affecté par France Télécom en cas de souscription d'une offre d'accès fixe auprès d'un autre opérateur fixe. La portabilité sortante n'entraîne pas la cession à l'autre opérateur fixe du contrat liant France Télécom au Client et des obligations y afférentes.
- « *Portage du numéro* » : opération par laquelle l'opérateur donneur désactive le numéro dans son système d'information, l'opérateur receveur active le même numéro dans son système d'information et l'opérateur attributaire prend acte de cette situation et met à jour son propre système d'information.
- « *Portage* » dans le cadre d'une portabilité entrante : opération de transfert du numéro fixe affecté par un opérateur fixe à l'un de ses clients vers l'opérateur France Télécom.
- « *Portage* » dans le cadre d'une portabilité sortante : opération de transfert du numéro fixe affecté par France Télécom vers un autre opérateur fixe.

ARTICLE 2. PORTABILITÉ ENTRANTE

Le processus de portabilité entrante est mis en œuvre conformément aux dispositions stipulées ci-après.

2.1 Mandat donné à France Télécom

Lors de la souscription d'une offre avec demande de portabilité entrante auprès de France Télécom, le Client donne mandat à France Télécom pour effectuer l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de sa demande de portabilité auprès de l'opérateur donneur.

Dans ce cadre, l'opérateur France Télécom informe le Client des conditions d'éligibilité de sa demande, ainsi que des conséquences de sa demande.

Ainsi, la demande de portabilité du numéro vaut demande de résiliation du contrat du Client auprès de son opérateur en ce qui concerne le numéro porté. La résiliation du contrat du Client auprès de l'opérateur donneur prend effet le jour du portage effectif du numéro défini conformément à l'article 2.4 du présent article, sans préjudice des dispositions contractuelles relatives aux durées d'engagement. Le Client reste tenu des obligations qui le lient à l'opérateur donneur, notamment de tout paiement y afférent éventuellement restant. La portabilité n'emporte pas transfert des services dont le Client bénéficiait au titre du contrat souscrit antérieurement auprès de l'opérateur donneur.

2.2 Motifs d'inéligibilité

2.2.1 France Télécom pourra refuser de donner suite à toute demande de portabilité dans les cas suivants

- incapacité du demandeur : la demande de portage doit être présentée par le titulaire du contrat en ce qu'il concerne le numéro fixe, objet de la demande, ou par une personne dûment mandatée par celui-ci.
- demande de portabilité incomplète ou contenant des informations erronées : la demande de portage doit comporter l'ensemble des informations nécessaires et notamment le numéro fixe, objet de la demande.
- non respect des règles de gestion du plan national de numérotation : la demande de portage doit notamment respecter certaines contraintes géographiques.

2.2.2 L'opérateur donneur pourra refuser de donner suite à la demande de portage présentée par France Télécom au nom de l'abonné fixe dans les cas suivants

- données incomplètes ou erronées : la demande de portage doit notamment comporter l'ensemble des informations nécessaires et notamment le numéro fixe, objet de la demande.
- numéro du fixe, objet de la demande de portabilité, inactif au jour du portage : la demande de portabilité doit notamment porter sur un numéro actif au jour du portage.

- numéro du fixe, objet de la demande de portabilité, faisant déjà l'objet d'une demande de portabilité non encore exécutée.

En cas de refus par l'opérateur donneur d'une demande de portage pour l'un de ces motifs, l'opérateur donneur indique à France Télécom sur quel motif il fonde son refus.

2.3 Processus de demande de portabilité entrante

Il est rappelé que le Client doit faire sa demande de portabilité de numéro concomitamment à sa demande de souscription du contrat d'abonnement à une offre d'accès fixe de France Télécom. Le Client qui demande la portabilité entrante doit fournir à l'opérateur France Télécom son numéro fixe, objet de la demande, ainsi que toute pièce justifiant qu'il est titulaire du contrat concernant le numéro fixe.

L'opérateur France Télécom vérifie la capacité du Client à demander la portabilité.

Puis l'opérateur France Télécom doit envoyer la demande de portabilité à l'opérateur donneur afin que ce dernier vérifie les conditions d'éligibilité de cette demande. Si ces conditions d'éligibilité sont remplies, alors la demande est validée par l'opérateur donneur qui le notifie à l'opérateur France Télécom afin de finaliser la demande du Client.

La souscription de l'offre France Télécom comporte l'usage, à compter du jour de portage et de mise en service de la ligne, du numéro ayant fait l'objet de la procédure de portabilité entrante.

Les frais éventuellement applicables à la portabilité entrante figurent dans la fiche tarifaire France Télécom.

2.4. Date de portage

Le portage du numéro du Client intervient dans un délai qui ne peut être supérieur à dix (10) jours calendaires. Ce délai court à compter de l'obtention par France Télécom des éléments nécessaires au traitement de la demande d'abonnement et de la demande de portabilité d'une part, et du portage effectif du numéro, d'autre part. Ce délai de mise en œuvre de la portabilité est sans préjudice du délai d'établissement de l'accès au service de communications électroniques en l'absence de conservation de numéro.

Le Client est informé, dans les meilleurs délais de la date de portage effectif de son numéro ou du délai estimé pour la mise en œuvre du service avec portabilité.

Il est précisé qu'en cas de souscription d'un contrat d'abonnement à une offre France Télécom par vente à distance, soit en ligne sur le WEB, soit par téléphone, le délai de portage de dix (10) jours ne court qu'à compter de l'expiration du droit de rétractation dont le délai est fixé à sept (7) jours à réception du contrat signé par le Client, conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant la vente à distance.

France Télécom informera le Client sur le résultat de sa demande de portabilité. Cette demande peut être refusée pour des motifs d'inéligibilité tels que définis à l'article 2.2 susvisé.

Le client est informé qu'une interruption de service peut intervenir le jour du portage effectif.

Il appartient au Client de prendre toute disposition utile afin que les relations contractuelles le liant à son ancien opérateur fixe ne soient pas résiliées à la date de portage visée ci-dessus. Le service étant susceptible d'être suspendu ou perturbé le jour du portage, il appartient au Client de prendre toute disposition utile afin que cette suspension ou ces perturbations soient sans conséquence pour lui.

2.5 Modification de la date de portage

Le Client peut demander expressément une modification de sa date de portage auprès du service clients de France Télécom au plus tard 3 jours ouvrables avant la date de portage prévue de son numéro. Une seule modification de date sera autorisée par dossier de portabilité entrante. La modification de la date est considérée comme une nouvelle demande de portage.

Elle est soumise à la procédure et aux délais prévus à l'article 2.4 des présentes Conditions spécifiques, sans toutefois que ce nouveau délai de portage n'excède un (1) mois à compter de la nouvelle demande.

2.6 Annulation de la demande de portabilité entrante auprès de France Télécom

Le Client, s'il souhaite annuler sa demande de portabilité, devra s'adresser à France Télécom qui demeure seule compétente pour annuler la demande de portabilité auprès de l'opérateur donneur. Dans ce cas, la demande de résiliation du contrat du Client auprès de l'opérateur donneur en ce qui concerne le numéro porté, qui découle de la demande de portabilité, est de facto annulée.

France Télécom accepte toute demande d'annulation de portabilité entrante formulée par le Client auprès du service clients de France Télécom au plus tard 3 jours ouvrables avant la date de portage effectif.

Toutefois, l'annulation de la demande de portabilité entrante n'a pas pour effet de modifier ou d'emporter la résiliation du contrat d'abonnement souscrit auprès de France Télécom.

Le Client demeure, dans un tel cas, engagé à l'égard de France Télécom au titre du contrat d'abonnement de France Télécom qu'il a souscrit auprès de cet opérateur.

En cas d'annulation d'une demande de portabilité entrante, France Télécom met à disposition du Client à la date de portage initialement prévue un numéro fixe et les redevances d'abonnement sont dues à compter de la date de mise en service de la ligne.

Le Client qui souhaiterait néanmoins confirmer sa résiliation auprès de l'opérateur donneur sort du processus de portabilité pour entrer dans une relation de résiliation de droit commun, conformément aux Conditions générales de vente de l'opérateur donneur.

ARTICLE 3. PORTABILITÉ SORTANTE

3.1 Conditions de la portabilité sortante

L'acceptation de la demande de portabilité sortante de l'abonné transmise par l'opérateur receveur à France Télécom est subordonnée aux conditions suivantes :

- la demande de portabilité sortante ne peut être effectuée que par l'opérateur receveur sur demande du Client. La demande de portage doit comporter le numéro fixe, objet de la demande ;

- le numéro de fixe, objet de la portabilité, doit être actif au jour du portage, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être résilié chez France Télécom ;
- le numéro de fixe, objet de la portabilité, ne doit pas faire déjà l'objet d'une autre demande de portabilité non encore exécutée.

Si le Client satisfait aux conditions visées ci-dessus, France Télécom donnera son accord à l'opérateur receveur qui informera l'abonné de l'acceptation de sa demande de portabilité.

Toute demande de modification ou d'annulation de portabilité doit être effectuée par le Client directement auprès de l'opérateur receveur. Dans le cas d'une demande d'annulation de portabilité, la demande de résiliation du contrat du Client auprès de l'opérateur France Télécom est de facto annulée.

3.2 Demande de portabilité sortante

Le Client qui souhaite transférer l'usage du numéro fixe affecté par France Télécom vers un autre opérateur fixe doit formuler directement sa demande de portabilité auprès du nouvel opérateur (« opérateur receveur »). L'opérateur receveur se chargera alors d'effectuer auprès de France Télécom l'ensemble des démarches et actes nécessaires à sa demande de portabilité sortante notamment en demandant la résiliation du contrat que le Client a souscrit auprès de France Télécom en ce qui concerne le numéro porté.

Afin de pouvoir traiter sa demande de portabilité, l'opérateur receveur a besoin de connaître le numéro fixe, objet de la demande.

3.3 Date de portage

Le Client a la faculté de demander auprès de l'opérateur receveur la portabilité de son numéro fixe. Le portage du numéro du Client intervient dans un délai qui ne peut être supérieur à dix (10) jours calendaires...

Ce délai court à compter de l'obtention par l'opérateur receveur des éléments nécessaires au traitement de la demande d'abonnement et de la demande de portabilité d'une part, et du portage effectif du numéro, d'autre part. Ce délai de mise en œuvre de la portabilité est sans préjudice du délai d'établissement de l'accès au service de communications électroniques en l'absence de conservation de numéro.

Le Client est informé par l'opérateur receveur du délai estimé pour la mise en œuvre du service avec portabilité. Il est précisé qu'en cas de souscription d'un contrat d'abonnement à l'offre de l'opérateur receveur par vente à distance, soit en ligne sur le WEB soit par téléphone, le délai de portage de dix (10) jours calendaires ne court qu'à compter de l'expiration du droit de rétractation dont le délai est fixé à sept (7) jours à réception du contrat signé par le Client, conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant la vente à distance.

Le client est informé qu'une interruption de service peut intervenir le jour du portage effectif.

Le Client reste tenu, notamment, du paiement des redevances d'abonnement restant à courir au titre desdits contrats.

3.4 Conséquences du portage

La demande de portabilité transmise par l'opérateur receveur vaut demande de résiliation du contrat d'abonnement liant le Client à France Télécom.

La résiliation du contrat du Client auprès de France Télécom prend effet le jour du portage effectif du numéro défini conformément à l'article 3.3 des présentes Conditions spécifiques, sans préjudice des dispositions contractuelles relatives aux durées d'engagement. Le Client reste tenu des obligations qui le lient à France Télécom, notamment de tout paiement y afférent éventuellement restant. La portabilité n'emporte pas transfert des services dont le Client bénéficiait au titre du contrat souscrit antérieurement auprès de France Télécom.

Il appartient au Client de prendre toute disposition utile afin que les relations contractuelles le liant à France Télécom ne soient pas résiliées à la date de portage fixée au titre de la demande de portabilité visée ci-dessus. Le service étant susceptible d'être suspendu ou perturbé le jour du portage, il appartient au Client de prendre toute disposition utile afin que cette suspension ou ces perturbations soient sans conséquence pour lui.

3.5 Changement d'offre

En cas de demande de portabilité sortante, le Client ne pourra plus effectuer de changement d'offre France Télécom concernant le numéro fixe, objet de la portabilité.

Suite à une demande de portabilité sortante, un ajout ou un retrait d'option concernant le numéro fixe, objet de la portabilité reste possible, sous réserve que l'ajout ou le retrait soit à effet immédiat.

3.6 Informations relatives à la portabilité

Le Client peut obtenir toute information utile concernant l'état d'avancement de sa demande de portabilité sortante en s'adressant directement à l'opérateur receveur.

3.7 Responsabilité de France Télécom

France Télécom demeure, en tout état de cause, étranger aux relations contractuelles entre le Client et l'opérateur receveur. Par conséquent, il appartient au Client de veiller au respect des conditions auxquelles l'opérateur receveur subordonne le portage du numéro fixe affecté par France Télécom au Client.

La responsabilité de France Télécom ne saurait être engagée à raison de faute, d'inexécution, de défaillances ou de dysfonctionnements imputables au Client ou à l'opérateur receveur et qui auraient pour effet de retarder, de perturber ou d'empêcher ce portage.

La responsabilité de France Télécom ne saurait être engagée du fait de l'interruption de service lié au portage du numéro.

ARTICLE 4. INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Les informations relatives au Client recueillies ou transmises par France Télécom dans le cadre de la portabilité du numéro fixe peuvent donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition, pour des motifs légitimes, auprès du service clients de France Télécom ou par tout autre moyen indiqué par France Télécom, en justifiant de son identité.